

Université de Montréal
Département des Sciences Économiques
Faculté Arts et Sciences

Rapport de Recherche
Maîtrise en Sciences Économiques
Option Économie du Développement
Présenté à M. André Martens

L'État haïtien a-t-il pris une bonne décision de laisser s'expatrier des travailleurs de 1961 à 2001?

Analyse Avantages / Coûts Économiques pour Haïti

par
Magalie Cadet

« Si les 175 millions de migrants répertoriés en 2000 étaient rassemblés en une même entité politique, ils représenteraient le cinquième pays le plus peuplé du monde ».

Rapport de la Conférence

Internationale du Travail

(1er-17 juin 2004)

REMERCIEMENTS

Je remercie tous ceux qui m'ont soutenue tout au long de cette recherche et qui ont contribué à faire de mes deux années de maîtrise à l'Université de Montréal une réussite totale, plus spécialement :

Mon directeur de recherche, Monsieur André Martens, pour ses précieux conseils, la confiance qu'il m'a accordée tout au long de ce travail et toute la documentation mise à ma disposition,

Monsieur Fernand Martin pour son enseignement qui m'a été particulièrement utile dans cette étude,

La secrétaire des études supérieures au département des sciences économiques de l'Université de Montréal, Madame Lyne Racine, pour sa disponibilité et sa perspicacité,

Mon époux, mon ami Ronald Rodrigue pour son support, son amour sans cesse renouvelé et le temps qu'il a bien voulu consacrer à la garde de nos enfants.

SOMMAIRE EXÉCUTIF

Cette étude examine, d'un point de vue économique, le phénomène de l'émigration massive des haïtiens vers de grands centres industrialisés durant la période allant de 1961 à 2001. Son objectif principal est de déterminer, par la méthode analyse avantages/coûts économiques avec la valeur actuelle nette (VAN) comme modèle de base, le coût économique de la main-d'œuvre haïtienne expatriée pour la période sus-citée.

En effet, la population haïtienne vivant en territoires étrangers est passée de 650 mille environ en 1961 à près de 2 millions en 2001. Le ratio population émigré et population non migrante a varié autour de 1/6 à 1/4 pour cette même période. Les États-Unis ont toujours été pour Haïti le premier pays d'accueil pour ses migrants comptant jusqu'à 700 000 dans les années 2000, suivent la République Dominicaine (voisine), puis, le Canada, Cuba, les Antilles néerlandaises, la France, l'Allemagne etc.

La décision de migrer peut être prise aussi bien par des riches que des pauvres, des mieux formés aussi bien que des analphabètes, des urbains aussi bien que des ruraux... dépendant de la situation politique, de la santé économique ou environnementale du pays. La fonction migratoire haïtienne est donc complexe de par la diversité des éléments qui la composent : les incitatifs à la migration, les caractéristiques socioéconomiques des migrants eux-mêmes, ainsi que les nombreuses destinations qu'ils empruntent. La combinaison de ces éléments et leurs importances respectives dans la fonction permettent de déduire le facteur temporel auquel est subordonnée la définition de la typologie migratoire haïtienne.

La carence des études empiriques sur ce phénomène et la non disponibilité des données y relatives concernant Haïti n'a pas permis d'étayer cette complexité de l'émigration haïtienne suffisamment pour déterminer les coûts distincts liés aux différents types de migration. Aussi, l'étude s'est-elle limitée à saisir le phénomène dans sa globalité. La non décision de l'État haïtien face à l'émigration massive des travailleurs de 1961 à 2001 coûterait au pays, selon les résultats de l'étude, plus de 2 milliards de dollars américains.

Pour placer ce phénomène dans sa mouvance conceptuelle, l'étude a présenté, en première partie, une revue de littérature sur les théories liées à la migration et a mis en exergue les différentes méthodes utilisées pour construire le modèle devant permettre d'aboutir aux résultats obtenus. Pour des fins de cohérence en terme de structure de présentation, car l'analyse économique ne l'exige pas, une partie analyse conclut l'étude de cas en deuxième partie.

TABLE DES MATIÈRES

REMERCIEMENTS	III
SOMMAIRE EXÉCUTIF	IV
TABLE DES MATIÈRES	VI
LISTE DES FIGURES	IX
PREMIÈRE PARTIE : CONCEPTS, THÉORIES ET MODÈLES	1
1. INTRODUCTION.....	1
1.1. OBJECTIF DE L'ÉTUDE	1
1.1.1. <i>Fonction d'Utilité</i>	1
1.1.2. <i>Cadre conceptuel</i>	1
1.2. CONTEXTE DE L'ÉTUDE	1
1.2.1. <i>Évaluation du phénomène migratoire dans le contexte international</i>	2
1.2.2. <i>Les migrations vues comme un phénomène positif</i>	4
1.2.3. <i>La migration, une issue pas toujours heureuse</i>	5
2. REVUE DE LA LITTÉRATURE CONTEMPORAINE SUR LA MIGRATION INTERNATIONALE	7
2.1. LA THÉORIE DU DÉVELOPPEMENT DANS UNE ÉCONOMIE DUALE.....	9
2.2. LA THÉORIE NÉO-CLASSIQUE.....	10
2.3. LA THÉORIE DE LA DÉPENDANCE.....	10
2.4. LA THÉORIE DU MARCHÉ DU TRAVAIL DUAL	11
2.5. LA THÉORIE DU SYSTÈME MONDIAL	12
2.6. LA THÉORIE DE LA NOUVELLE ÉCONOMIE DE LA MIGRATION PROFESSIONNELLE.....	12
2.7. LA THÉORIE DU BIEN ÊTRE ENVIRONNEMENTAL	13
2.8. LA THÉORIE DES RÉSEAUX DE MIGRATION.....	14
2.9. L'APPROCHE DU CAPITAL HUMAIN APPLIQUÉE À LA MIGRATION	15
2.10. LA THÉORIE NATIONALISTE DE SERGE FELD	16
3. L'ANALYSE AVANTAGES/COÛTS ÉCONOMIQUES	17
3.1. DÉFINITION	17
3.2. MISSION	17
3.3. LES COÛTS ET AVANTAGES SECONDAIRES	18
3.3.1. <i>Les effets externes ou externalités (3E)</i>	19

3.3.2. <i>Les effets dynamiques</i>	19
3.3.3. <i>Les coûts et avantages intangibles</i>	19
3.4. LE PROBLÈME D'AGRÉGATION DES DONNÉES	19
4. L'ESTIMATION DU COÛT ÉCONOMIQUE DE LA MAIN-D'ŒUVRE	22
4.1. LES DIFFÉRENTES MÉTHODES	22
4.2. CALCUL DU PRIX DE RÉFÉRENCE DE LA MAIN D'ŒUVRE EXPATRIÉE DANS LE CAS DES PED	23
5. LA VAN (VALEUR ACTUELLE NETTE), UNE MÉTHODE D'ÉVALUATION DE PROJET	24
5.1. LA VAN	24
5.2. LE TAUX DE PROFIT	25
5.3. LE TAUX DE RENDEMENT INTERNE (TRI)	26
5.4. LE DÉLAI DE RÉCUPÉRATION DU CAPITAL INVESTI	26
II. DEUXIÈME PARTIE : ÉTUDE DU CAS D'HAÏTI	27
1. BREF RAPPEL HISTORIQUE	28
2. LA CHAÎNE MIGRATOIRE HAÏTIENNE : UN TRACÉ DES GRANDES PÉRIODES DE MIGRATION EN HAÏTI	29
2.1. LES DÉBUTS DU MOUVEMENT MIGRATOIRE HAÏTIEN	29
2.2. LE DÉPART DES ÉLITES HAÏTIENNES ET L'EXODE RURAL MASSIF VERS DE GRANDS CENTRES URBAINS	30
2.3. UNE NOUVELLE FORME DE MIGRATION (DÉBUT DES ANNÉES 1970) : LES BOAT PEOPLE	31
2.4. LA STRUCTURE MIGRATOIRE HAÏTIENNE DE LA FIN DU 20 ^{ÈME} SIÈCLE	32
2.5. ESSAI DE DÉFINITION DE LA FONCTION MIGRATOIRE HAÏTIENNE	34
3. PORTRAIT GLOBAL D'HAÏTI	36
4. CADRE THÉORIQUE DE L'ÉTUDE	38
4.1. LE MODÈLE DE BASE : VAN	38
4.2. LES HYPOTHÈSES DE L'ÉTUDE	39
4.4. L'APPROCHE	40
4.5. LA QUESTION DU NUMÉRAIRE	40
5. IDENTIFICATION ET CALCUL DE I_0, DES COÛTS, DES AVANTAGES, DES EXTERNALITÉS	41
5.1. L'INVESTISSEMENT	41
5.2. LES AVANTAGES	42
5.2.1. <i>Les transferts de fonds vers Haïti</i>	43

5.2.2. <i>Des avantages intangibles, la diffusion des connaissances par le biais des universités et écoles supérieures créées par des migrants de retour.....</i>	44
5.2.3. <i>Calculs des avantages</i>	45
5.3. LES COÛTS	47
5.3.1. <i>Calcul des coûts.....</i>	48
5.4. LES EXTERNALITÉS	49
5.4.1. <i>Définition.....</i>	49
5.4.2. <i>Mesure des externalités technologiques</i>	49
5.4.3. <i>Calcul des externalités technologiques.....</i>	50
5.5. LE TAUX D'ACTUALISATION	51
5.5.1. <i>Définition.....</i>	51
5.5.2. <i>Choix du taux d'actualisation.....</i>	51
5.6. CALCUL DE LA VAN	52
6. LES CONSÉQUENCES DE L'ÉMIGRATION DES TRAVAILLEURS HAÏTIENS, POINT DE VUE EMPIRIQUE	54
6.1. LES EFFETS DE L'ÉMIGRATION SUR L'ÉCONOMIE HAÏTIENNE	54
6.1.1. <i>Effets sur les objectifs de développement</i>	54
6.1.2. <i>Effets sur la production rizicole haïtienne.....</i>	55
6.1.3. <i>Effets sur le niveau de bien-être de la population non migrante</i>	56
6.1.4. <i>Sur l'Habitat.....</i>	56
6.1.5. <i>Sur le Capital Humain.....</i>	56
7. CONCLUSION	58
8. BIBLIOGRAPHIE.....	60
9. ANNEXE 1 : HAÏTI, PORTRAIT D'UN PAYS EXPORTANT MASSIVEMENT SA MAIN-D'ŒUVRE	1
10. ANNEXE 2 : TABLEAUX CONTENANT DES INFORMATIONS CHIFFRÉES UTILISÉES DANS LE CADRE DE L'AAC	15

LISTE DES FIGURES

FIGURE 1-5.1 CALCUL DU RT	25
FIGURE 2-2.1 DIAGRAMME DE LA CHAÎNE MIGRATOIRE HAÏTIENNE.....	34
FIGURE 2-5.1 LES TRANSFERTS DES MIGRANTS (SOURCE BRH).....	44

PREMIÈRE PARTIE : CONCEPTS, THÉORIES ET MODÈLES

1. Introduction

1.1. Objectif de l'étude

Cette étude a pour objectif de faire une analyse avantages/coûts économiques de l'émigration des travailleurs haïtiens de 1961 à 2001.

1.1.1. Fonction d'Utilité

La fonction d'utilité de l'étude est celle de l'État haïtien. Ainsi, les avantages et les coûts économiques qui en découleront seront ceux de toute la société haïtienne.

1.1.2. Cadre conceptuel

Entreprise dans le cadre d'une évaluation économique de projet, cette étude mettra l'accent sur les surplus de consommation ou sur les pertes ou rentes de facteurs de production considérés comme les critères pouvant déterminer les pertes ou les gains pour Haïti dans la mise en œuvre de ces exportations de main-d'œuvre perçues comme des projets économiques entrepris par l'État haïtien.

Ainsi, toutes les considérations économiques se rapportant à la croissance du PIB et au développement économique du pays, dans un cadre théorique retenu, seront assujetties aux critères précités à partir desquels l'étude aboutira soit à une perte soit à un gain pour l'économie haïtienne, d'exporter un ou plusieurs types de main-d'œuvre supposés en surplus au pays.

1.2. Contexte de l'étude

Ce travail de recherche s'effectue dans la mouvance du phénomène migratoire international. Tout en relatant les causes et conséquences économiques de ce phénomène de manière générale, il tentera de définir les coûts et avantages économiques qui en résultent, particulièrement pour Haïti, considérée comme une terre de migrants, eu égard à la grande mobilité qui caractérise sa population.

1.2.1. Évaluation du phénomène migratoire dans le contexte international

Les économistes ont toujours manifesté un intérêt pour le phénomène de migration, parce que c'est un mécanisme qui, en principe, devrait avoir un effet équilibrant sur le marché du travail. Ainsi devrait-il faciliter le placement sur des marchés de destination, de la masse de main-d'œuvre en surplus des pays d'origine et dégager un revenu pour ces derniers. Qu'en est-il en réalité?

En 2002, 175 millions de personnes vivent hors de leur pays de naissance ou de citoyenneté, ce qui ne constitue, il est vrai, que 3 % de la population mondiale (IOM, 2003 a). La faiblesse relative des migrations recensées ne devrait pas porter néanmoins les analystes à conclure que la question des migrations internationales ne constitue pas un enjeu économique majeur. Pourquoi?

En premier lieu, il convient de remarquer que cette évaluation globale masque des divergences régionales très prononcées : si les personnes nées à l'étranger ne représentent que 1,5% de la population d'Asie du Sud-Est ou d'Amérique latine, elles constituent 5 % de la population européenne, 8,6 % de celle d'Amérique du Nord pour atteindre 18 % de la population en Océanie (IOM, 2003 b). Les migrations internationales constituent donc, pour bon nombre de pays, un phénomène contemporain de grande envergure.

D'autre part, l'Europe, l'Asie et l'Amérique du Nord occupent respectivement les premiers rangs en terme de terre d'accueil, avec des chiffres se situant entre 40 et 60 millions de migrants. L'Afrique accueillerait 2% des migrants du monde entier alors que l'Amérique latine et la région des Caraïbes n'en accueilleraient que 1,1%. Les États-Unis (50 millions)¹ et la Fédération russe (13,3 millions) sont les pays qui arrivent en tête de la liste des 15 pays accueillant le pourcentage le plus élevé de migrants. Viennent ensuite certains pays européens

¹ En 2000, les dix pays fournissant le plus d'immigrants aux États Unis étaient le Mexique (173.900), la Chine (45.700), les Philippines (42.500), l'Inde (42.000), le Vietnam (26.700), le Nicaragua (24.000), le Salvador (22.600), Haïti (22.400), Cuba (20.800), et la République dominicaine (17.500). Les États-Unis ont accueilli plus d'immigrants que tout autre pays - plus de 50 millions - et en admettent encore près de 500.000 à 1 million par an. Service d'information du Département d'État Américain (2001) « Portrait des USA ».

comme l'Allemagne avec 7,3 millions, la France avec 6,3 millions et le Royaume-Uni avec 4 millions; puis, l'Inde (6,3 millions), le Pakistan (4,2 millions) et l'Arabie Saoudite (5,3 millions) en Asie. Aujourd'hui, aucun pays d'Amérique latine ne figure parmi les plus grandes destinations des immigrants. (DPNU, 2002 a).

Dans la liste des pays pourvoyeurs d'émigrants, le Mexique vient en tête (6 millions); il est suivi par le Bangladesh et l'Afghanistan, avec quelques 4 millions d'émigrants chacun. Dans la région caraïbéenne, Haïti se situe en tête de liste avec ses 2 millions d'émigrants (DPNU, 2002 b).

Par ailleurs, les migrations observées ne constituent vraisemblablement qu'une partie des migrations potentielles. Car, depuis plus de deux décennies, de nombreux pays de destination traditionnels ont érigé des politiques migratoires restrictives et sélectives qui limitent fortement les migrations. Dans les pays d'accueil, les natifs redoutent souvent l'incidence de l'immigration sur leur bien-être et plus particulièrement sur leurs rémunérations et leurs opportunités d'emploi. D'un autre côté, dans les pays de départ, l'émigration est souvent perçue par les sédentaires comme une perte de leurs compatriotes les plus compétents, ce qui peut compromettre ou retarder leur développement.

Les migrations ont donc toujours existé et elles touchent actuellement tous les pays : tous sont en effet des pays d'origine, de transit ou de destination de migrants, voire les trois à la fois. Le Québec est un exemple éloquent de cette dernière catégorie avec un solde migratoire total estimé à 15 100 en 2001 en regard de 9 100 en 2000 et de 6 000 en 1999 (Statistiques Canada, 2002).

Pourquoi migrer?

Ces dernières décennies, la libéralisation du commerce et l'intégration économique mondiale ont accru la mobilité des personnes et leurs capacités à se déplacer. La mondialisation est sans nul doute un facteur qui favorise les migrations. Les conflits internationaux, la guerre, la

pauvreté, la corruption, la mauvaise gouvernance dans les pays d'origine sont également des facteurs qui stimulent l'émigration.

Ainsi, la question des migrations internationales constitue un enjeu politique majeur pour les gouvernements aussi bien receveurs que pourvoyeurs de migrants². Dans quelle mesure l'analyse économique permet-elle de comprendre les enjeux de ces mouvements migratoires?

1.2.2. Les migrations vues comme un phénomène positif

Il y a actuellement un certain courant de pensée qui émerge des organismes internationaux, particulièrement en Europe, qui présente la migration comme un phénomène essentiellement positif qui suscite bien des défis et des opportunités.

- i. La Charte des Droits Fondamentaux de l'UE stipule, à son article 15 paragraphe 3, que « Les ressortissants des pays tiers qui sont autorisés à travailler sur le territoire des États membres ont droit à des conditions de travail équivalentes à celles dont bénéficient les citoyens ou citoyennes de l'Union ».
- ii. Les immigrants contribuent, entre autres, par leur travail et les impôts qu'ils versent, à la croissance économique des pays et à leurs systèmes de chômage et de retraite³.

² Le concept de migrant utilisé ici comprend trois catégories de personnes et peut se définir de manière générique comme "une personne dont la nationalité ne coïncide pas avec celle de son pays de résidence".

a) Les migrants au sens strict seraient ceux que l'on peut dénommer les migrants économiques ou de l'emploi, les personnes qui aspirent à une vie meilleure dans un pays dont ils n'ont pas la nationalité et qui pourront y jouir d'une situation juridico-administrative régulière ou irrégulière.

b) Les réfugiés sont la catégorie de personnes la mieux définie. Ils bénéficient en effet d'une législation internationale et d'une protection garantie par des conventions internationales, notamment par la Convention de Genève et autres textes dérivés.

c) En troisième lieu, ces derniers temps, le nombre de personnes déplacées à l'intérieur d'un pays a acquis une grande importance à cause des conflits armés internes et ce, dans un nombre croissant de pays.

Selon le HCNUR, l'organisme des Nations-Unies chargé des deux dernières catégories de personnes, en 2002, il protégeait 12 millions de réfugiés dans le monde; son deuxième groupe d'intérêt était les personnes déplacées à l'intérieur des pays mentionnés plus haut, qui se comptaient à environ 6 millions. Au total, le HCNUR avait sous sa protection environ 20 millions de personnes en janvier 2002 (DPNU, 2003)

³ Ce thème de l'avenir des retraites est de grande actualité particulièrement pour des pays receveurs de migrants.

iii. Les pays en développement tirent une de leurs principales sources de revenus des envois de fonds personnels de leurs migrants établis à l'étranger. D'après certaines estimations (BID 2002), les flux annuels d'envois de fonds personnels sont supérieurs à ceux de l'aide publique au développement (APD). Dans un pays comme le Maroc, ces envois de fonds représentent 66% du total des apports financiers, pour 51% en Égypte ou en Tunisie. En Haïti, en 2001, les envois de fonds personnels représentaient 17% du PIB. En chiffres absolus, ce sont l'Inde, le Mexique et l'Égypte qui ont reçu le plus de contributions de leurs diasporas respectives. Ces envois de fonds posent cependant le problème que, comme il s'agit d'argent privé et de flux informels, il est difficile de les canaliser pour les rendre les plus profitables au développement des pays bénéficiaires. De fait, la Conférence de Monterrey⁴ sur le financement du développement s'est attachée à ce problème pour demander de "réduire le coût des envois de fonds des travailleurs migrants dans leur pays et d'étudier les moyens d'encourager le placement de ces avoirs dans des activités de développement, y compris le logement".

iv. Un problème qui peut se convertir en un bénéfice direct pour les pays en développement serait de parvenir à inverser la tendance de "fuite des cerveaux" en une "circulation des cerveaux", avec des allées et venues, pour que ceux-ci puissent mettre au service de leurs pays d'origine les connaissances et l'expérience professionnelle acquises dans les pays développés. Une étude d'une fondation américaine indiquait que près de 47% des étudiants étrangers titulaires de visas provisoires et qui ont terminé leur doctorat en 1990 et en 1991 travaillaient aux États-Unis en 1995.

1.2.3. La migration, une issue pas toujours heureuse

Les voies par lesquelles passent les migrations ne conduisent pas toujours à des fins heureuses, particulièrement si on se réfère au phénomène de l'immigration clandestine. On calcule que, chaque année, il rentre en Europe de manière irrégulière entre 120 000 et 500 000 personnes. Pour les États Unis d'Amérique, les services de l'immigration et de la naturalisation estimaient à 5 millions⁵ le nombre d'immigrants clandestins avec une croissance annuelle de

⁴ Conférence internationale sur le financement du développement, UNDP (mars 2002) en ligne, www.undp.org/french/Ffd/monterreyconsensus-f.pdf

⁵ Les Services américains de l'immigration et de la naturalisation, Service d'information du Département d'État Américain « Portrait des USA » (2001).

275 000. Il est bien évident à ce niveau que les calculs ne peuvent être que très approximatifs.

Le rapport entre les ordonnances juridiques, de plus en plus restrictives, des pays d'accueil et les cycles de criminalité et d'exclusion socio-économique qu'engendre l'immigration *illégale ou non* doit être relaté ici. La situation précaire dans laquelle vivent de nombreux immigrants pourrait mener à une sorte de combat entre des natifs les plus défavorisés d'un État et les immigrants nouvellement arrivés ou déjà installés, pour des ressources sociales et d'assistance qui sont par définition limitées. Finalement, si l'on étend ces arguments à leur dimension culturelle, il est évident que cela engendre, dans les sociétés d'accueil, un choc des cultures qui pourrait avoir des effets négatifs sur l'économie et introduire des distorsions au niveau de différents marchés tant dans les pays d'accueil que dans les pays d'origine.

2. Revue de la littérature contemporaine sur la migration internationale

La littérature économique consacrée aux migrations connaît, en effet, depuis un quart de siècle, un essor remarquable. Il existe néanmoins une dichotomie marquée entre, d'une part, les contributions explicitant les déterminants du choix migratoire et les caractéristiques individuelles susceptibles de l'influencer et, d'autre part, les approches plus macroéconomiques analysant les conséquences sur les revenus, l'emploi ou la croissance des flux migratoires observés, sans se référer à un choix microéconomique explicite. Les premières contributions considèrent généralement la migration comme un choix économique rationnel, l'individu choisissant librement de se localiser dans la région où son bien-être est le plus élevé compte tenu des coûts migratoires éventuels.

En effet, de nombreuses migrations sont ou ont été motivées par la recherche d'un mieux-être tant pour le migrant que pour sa famille, qui, bien souvent, reste, à tout le moins dans un premier temps, au pays. Cette recherche d'un mieux-être se matérialise pour le migrant par la recherche et l'accès à un emploi salarié, duquel il va tirer un revenu lui permettant à la fois de couvrir ses besoins dans la société d'immigration mais aussi de transférer une certaine somme d'argent à sa famille restée dans le pays d'origine. Schéma classique d'une migration de travail, ce parcours reste fréquent et montre bien en quoi les transferts des économies de travailleurs immigrés se trouvent être au cœur des logiques individuelles, voire collectives, des migrants.

Pour les États tant émetteurs que récepteurs de migrants, ces transferts migratoires sont aussi au cœur des justifications économiques et sociales apportées aux politiques d'émigration ou d'immigration. Un État ne peut laisser une partie de sa main-d'œuvre se diriger vers le marché international du travail sans justifier cette pratique par les gains escomptés en terme de transferts financiers. Idem pour les pays d'immigration, le caractère temporaire, longuement accolé aux migrations de travail, justifie le recours pour un temps donné à une main-d'œuvre étrangère sachant que le gain tiré par ce même État est perçu, à tort ou à raison, comme équi-

table puisque le pays émetteur reçoit, en contrepartie, les transferts des économies de ses travailleurs immigrés.

Ainsi, jusqu'au milieu des années 70 – début des années 80, les politiques d'émigration et d'immigration se sont fondées sur ce qui s'est révélé être, à la faveur de l'évolution économique et sociale des deux dernières décennies, un double et vieux mythe : la temporalité de la migration (et donc le retour à terme vers le pays d'origine des migrants) et la permanence des transferts migratoires (Henkinbrant 2001). Le migrant est alors, dans cette perception de la migration, réduit à sa simple expression économique, occultant les dimensions sociales, psychologiques, culturelles de son être, comme si les évolutions politiques, économiques, sociales et environnementales n'avaient aucune incidence sur ses choix migratoires, professionnels ou encore familiaux.

Enfin, malgré l'importance accordée, dans la littérature sur les migrations, aux transferts des économies de travailleurs - notamment dans les analyses économiques coût/bénéfice des migrations -, « force est de reconnaître que si quelques études⁶ (Brown 1994, Castro 1993, Tapia 1995, Garson & G. Tapinos 1981, Kumcu 1989, Mung 1990, PNUD 1992) ont été menées pour tenter d'évaluer le niveau et l'impact de ces transferts de fonds sur l'économie des pays tant d'origine que d'accueil », peu d'éléments d'analyse sont disponibles pour apprécier l'impact de ces transferts de fonds sur les projets de vie des travailleurs immigrés et de leur famille.

Toutefois, des débats ont lieu sur la fiabilité des estimations produites et sur l'impact économique de ces transferts. En effet, hormis des études et enquêtes *ad hoc*, les données disponibles de façon régulière pour estimer le phénomène des transferts des travailleurs immigrés devraient, en principe, résulter des travaux d'établissement de la balance annuelle des paiements que réalisent les banques centrales.

⁶ Leonor G. et F. Gubert (1999) “ Les Immigrés, acteurs de développement Nord/Sud ? ”. Séminaire Panos, http://www.panosparis.org/fr/migra_present_rapport.php.

Or, par exemple dans le cas d'Haïti, il s'avère qu'aucun poste isolé de la nomenclature de la balance des paiements ne permet, à lui seul, d'évaluer, de manière objective, les devises transférées au pays par les travailleurs expatriés. Ainsi dans certaines récentes études, il en ressort que la sous-estimation des transferts par les données officielles est quasiment généralisée.

On n'espère donc pas cerner avec précision la réalité quantifiée des transferts opérés par les travailleurs expatriés à partir des données de la balance des paiements. Les problèmes méthodologiques observés au niveau des postes où peuvent être comptabilisés ces transferts, quand ils le sont, invitent à la prudence et légitiment toute procédure d'enquête directe auprès des différents groupes de population des migrants pour connaître leurs pratiques de transferts et d'épargne.

Les théories exposées ci-dessous se basent sur des variables telles que le comportement d'individus ou de ménages ou encore leur influence globale sur l'évolution politique, sociale et économique des pays concernés par ce phénomène. Plutôt que d'être exclusives l'une par rapport à l'autre, ces théories devraient être considérées comme complémentaires dans leur approche. La diversité de ces approches illustre parfaitement comment la pensée théorique a évolué au cours des cinquante dernières années.

2.1. La théorie du développement dans une économie duale

Conçu par W.A. Lewis en 1954, le modèle de la « croissance avec main d'œuvre illimitée » était le précurseur des modèles expliquant la migration, bien qu'il ne soit pas en soi une théorie de la migration. La migration de la main d'œuvre joue un rôle clé dans le processus de développement économique. Le secteur moderne des économies des pays en développement ne peut s'élargir qu'avec la main d'œuvre issue du secteur agricole traditionnel, dans lequel la productivité est limitée. La main d'œuvre migre alors du secteur traditionnel vers des emplois mieux payés créés par le secteur moderne. Cette main d'œuvre étant illimitée (très abondante), les salaires restent bas dans ce secteur, rendant possible le maintien d'une pro-

duction à grande échelle génératrice de profits. En exploitant les opportunités de croissance émanant de la demande dans le secteur moderne, la migration crée un effet de levier bénéficiant à la fois aux secteurs économiques modernes et traditionnels, lesquels reçoivent et produisent respectivement la main d'œuvre. (OIM 2003, c).

2.2. La théorie néo-classique

Inspirée par l'économie néo-classique, la théorie néo-classique de la migration combine une approche macroscopique basée sur les déterminants structurels de la migration, et une approche microscopique basée sur l'étude de comportements individuels. Au niveau macroscopique, la migration résulte d'une distribution géographique inégale du capital et de la main d'œuvre. Cela reflète les disparités dans les salaires et les niveaux de vie, et la migration est par conséquent générée par la poussée de l'offre et la traction de la demande. Les migrants iront là où les emplois, salaires et autres facteurs économiques seront les plus avantageux. La disparition graduelle des différences de salaires conduira éventuellement à la cessation des mouvements de main d'œuvre et à la disparition de la migration et des disparités qui en étaient à l'origine.

L'approche microscopique de la théorie néo-classique postulée par Todaro et Borjas (1969), examine les raisons poussant les individus à migrer en réponse aux disparités structurelles entre les pays. Ici la migration découle d'une décision individuelle prise par des joueurs rationnels désireux d'améliorer leur niveau de vie en migrant vers des endroits offrant de meilleurs salaires. C'est donc une décision volontaire prise en toute connaissance de cause après une analyse comparative des coûts et des bénéfices de la migration. Les migrants choisiront ainsi la destination où les bénéfices nets escomptés seront les plus élevés. (OIM 2003, d).

2.3. La théorie de la dépendance

La prédominance de la théorie néo-classique a été contestée durant les années 70 par une école de pensée située à l'autre bout du spectre idéologique. Les contributions de la théorie néo-marxiste de la dépendance à l'étude de la migration, par Singer (1964) en particulier, se

basent en tout premier lieu sur l'exode rural vers les grandes villes. Cet exode est vu comme un processus social conflictuel capable de créer et de renforcer des inégalités entre les zones rurales et urbaines, particulièrement à travers la fuite des cerveaux. Le message sous-jacent est qu'il existe des relations inégalitaires entre un centre industrialisé et une périphérie agricole. Les pays du centre se sont développés grâce à l'exploitation de pays situés dans la périphérie, ces derniers ayant eu un dynamisme du développement entravé par des relations de dépendance asymétrique. Sous cet angle, la migration apparaît alors comme un corollaire de la domination du centre sur la périphérie. (OIM 2003, e).

2.4. La théorie du marché du travail dual

Élaborée à la fin des années 70 par Piore entre autres, cette théorie lie l'immigration à la nécessité de satisfaire aux exigences structurelles des économies industrielles modernes. Elle place donc l'emphasis sur les motifs de migration dans les pays hôtes. La demande permanente de main d'œuvre immigrante est le résultat direct d'un certain nombre de traits caractérisant les sociétés industrielles et qui sous-tendent leur marché de main d'œuvre segmenté.

Il y a quatre facteurs opérationnels. Les économies avancées affichent une dichotomie favorisant des emplois non stables à travers la coexistence d'un secteur primaire à haute intensité de main d'œuvre avec un secteur secondaire à haute intensité de capital. Ces deux secteurs opèrent chacun dans un compartiment, et ils sont séparés par une cloison totalement étanche. Ce qui a mené à l'émergence d'un marché du travail dual. Le manque de mobilité vers le haut décourage les travailleurs locaux et finit par les convaincre d'accepter des emplois dans le secteur secondaire. Poussés par l'opportunité de transférer des fonds dans leurs pays d'origine, les immigrants issus de pays à faibles salaires ont tendance à accepter des emplois dans le secteur secondaire, car les salaires dans ce secteur restent encore élevés comparativement à ceux de leurs pays d'origine. En dernier lieu, la demande structurelle du secteur secondaire pour le travail non qualifié ne peut plus être satisfaite par les femmes et les jeunes ayant occupé jusqu'ici ces emplois. Les femmes sont passées de l'emploi occasionnel à

l'emploi permanent. Plus encore, un taux de natalité décroissant a réduit le nombre de jeunes disponibles pour de tels emplois situés au bas de l'échelle. (OIM 2003, f).

2.5. La théorie du système mondial

Datant des années 80 et des travaux de Sassen et Portes, cette théorie postule que la migration internationale est une conséquence de la globalisation et de la pénétration du marché. La pénétration de tous les pays par le capitalisme moderne a créé une main d'œuvre mobile pouvant se déplacer quelque part à la recherche de meilleures opportunités. Ce processus est favorisé par les régimes néo-colonialistes, les corporations multinationales et la croissance des investissements étrangers directs (FDI). Cela déstabilise une grande frange de la population dans les pays émergents, spécialement ceux qui sont déracinés conséquemment à des réformes agraires et la progressive disparition de la classe des fermiers. Le résultat est une augmentation rapide de la dérive rurale-urbaine, laquelle à son tour grossit les rangs d'un secteur tertiaire traditionnel relativement improductif. Beaucoup de migrants sont par conséquent attirés par des emplois dans des pays plus développés où beaucoup de secteurs économiques peuvent compter sur une main d'œuvre bon marché et abondante leur permettant de rester compétitifs. La migration agit donc comme un gigantesque mécanisme qui régule l'offre et la demande de la main d'œuvre mondiale et permet des interactions basées sur des flux migratoires. Les mouvements entre les anciennes colonies et les anciennes puissances coloniales en sont des exemples. (OIM 2003).

2.6. La théorie de la nouvelle économie de la migration professionnelle

Cette théorie développée par Stark au cours des années 90 est basée sur la tradition néo-classique et met l'emphasis sur le rôle du ménage ou de la famille qui migre, lors du processus menant à la migration. Plus spécifiquement, elle se concentre sur les causes de la migration dans les pays d'origine.

Bien que la migration soit toujours décidée à partir d'un choix rationnel, elle reste dans son essence une stratégie familiale. On cherche principalement à diversifier ses sources de revenu plutôt que de maximiser ce revenu à n'importe quel prix. Cette théorie considère donc les conditions sur différents types de marchés plutôt que sur les seuls marchés du travail. Elle accorde moins d'importance aux disparités de salaires défendues par la théorie néo-classique, puisque la migration n'est plus nécessairement provoquée par ces différences, lesquelles ne sont pas considérées comme indispensables. La théorie de la nouvelle économie souligne aussi le rôle des transferts de fonds et l'interdépendance complexe entre la migration et le contexte socioculturel spécifique dans lequel elle prend place. Cette théorie aide à comprendre pourquoi certains membres de la communauté considérée comme la plus portée vers la migration, particulièrement au niveau des gens les plus pauvres, sont pourtant moins enclins à migrer que d'autres gens ayant de plus grandes ressources financières et qui semblent plus attirés par la perspective de la migration. Ainsi, les gens qui peuvent perdre leur revenu sont plus susceptibles de minimiser les risques, puisqu'ils ont généralement moins d'argent disponible à dépenser pour voyager. (OIM 2003).

2.7. La théorie du bien être environnemental

Cette théorie est un corollaire de la précédente. Quoique encore à un stade rudimentaire, elle s'articule autour d'arguments liés à l'environnement. La décision de migrer se rapportant ainsi à la nécessité de trouver un lieu favorable à l'épanouissement du ménage et particulièrement de la progéniture. Le Canada⁷ a attiré un grand flux de migrants de cette catégorie durant la dernière décennie.

La sociologue Maryse Poitevin⁸ a développé le concept du *syndrome du retour*, pour expliquer le fait que beaucoup de professionnels haïtiens ayant émigré au Canada particulièrement dans les années 60 – 70 ont été motivé par cette approche doublée de leur perception temporelle du phénomène. N'étant pas fondamentalement économique, cette migration ne facilite

⁷ La Canada a été classé pays où il fait le mieux vivre pendant 5 ans par le rapport sur le Développement Humain du Programme des Nations Unies pour le Développement, PNUD.

pas l'engagement de ces migrants dans de grands projets qui impliqueraient des investissements en capitaux dans le pays d'accueil. Toutes les grandes décisions de consommation sont donc différées (dans un avenir qui peut aller au-delà de 25 ans) et projetées au pays d'origine. Par contre, ces immigrants sont des travailleurs actifs et bons nombres d'entre eux passent d'abord par le système éducatif du pays d'accueil avant d'intégrer le marché du travail. La question du rôle de la migration en tant que véhicule de transmission de la technologie et du savoir prend ici tout son sens. (théorie élaborée dans le cadre de cette étude).

2.8. La théorie des réseaux de migration

Au cours de la décennie 1990, la vieille notion sociologique de « réseaux » commença à être invoquée pour formuler une nouvelle approche permettant d'expliquer la migration. Massey définit un réseau de migration comme un amalgame de relations interpersonnelles au sein desquelles les migrants interagissent avec leurs familles, amis ou compatriotes demeurés au pays d'origine. Les liens couvrent l'échange d'informations, l'assistance financière, l'aide dans la recherche d'un emploi et d'autres formes d'assistance. Ces interactions rendent la migration plus facile en réduisant les coûts et les risques inhérents. Le réseau pave le chemin pour la mise en place et la réalisation des canaux de migration, étant donné leur effet multiplicateur. Comme ils sont cumulatifs en nature, les réseaux de migration tendent à devenir plus denses et plus ramifiés, offrant de ce fait au migrant un vaste choix de destinations et d'activités. Certains réseaux informels donnent aux migrants les moyens de financer leur voyage, de trouver un emploi ou même un logement. D'autres sont plus sophistiqués et utilisent des recruteurs embauchés par des compagnies ou, dans des cas extrêmes, des réseaux criminels de trafiquants professionnels. Ces derniers aident des migrants à traverser les frontières illégalement. Dépendamment des difficultés rencontrées et de la durée du voyage, les trafiquants peuvent exiger jusqu'à plusieurs dizaines de milliers de dollars en échange de leurs services. Les migrants qui utilisent ces réseaux doivent fréquemment payer à nouveau des sommes basées sur le salaire qu'ils recevront dans le pays hôte. Ces migrants peuvent

⁸ Conférence sur Haïti, UdeM, 2002.

aussi être sujets à des pressions, violences et intimidations. Le trafic des migrants s'est révélé être la forme de migration la plus dégradante pour la dignité humaine, et aussi la plus dangereuse pour la sécurité des victimes, spécialement dans les cas d'exploitation sexuelle. (notes de cours de Microéconomie du Développement, ECN, 6428, automne 2002, Université de Montréal) et (Dialogue, 2003).

2.9. L'approche du capital humain appliquée à la migration

L'approche du capital humain appliquée à la migration, début des années 60) traite la migration comme un investissement augmentant la productivité des ressources humaines. L'investissement constitue un sacrifice des consommations courantes en échange de consommations futures (supposées plus élevées). L'activité d'investissement entraîne ainsi des coûts et des bénéfices, et en principe l'attrait de l'activité peut être mesuré par le taux de bénéfice attendu par rapport aux ressources allouées à l'investissement ou encore par la valeur actuelle des flux de bénéfices nets.

L'équation de DaVanzo représente bien le modèle microéconomique de base de la prise de décision de migrer :

$$PV_{ij} = \text{"SOMME"} \text{ (de } t=1 \text{ à } T) [(U_{jt} - U_{it} - C_{jt}) / (1+r)^t]$$

avec:

PV_{ij} : valeur actuelle du gain net obtenu en migrant de la place i à la place j

U_{jt} : utilité prévue ou revenu réel à la place j au cours de la période t

U_{it} : utilité prévue ou revenu réel à la place i au cours de la période t

C_{ijt} : le coût encouru au cours de la période t en migrant de la place i à la place j

r : taux d'escompte ($0 \leq r \leq 1$. Selon DaVanzo on a normalement $.05 \leq r \leq .15$)

T : nombre supposé d'années restant à vivre

Cette approche assume que les variables objectives et les variables subjectives peuvent être traduites en des termes d'utilité. De plus, il faut noter que U_{it} représente effectivement le

coût d'opportunité de la migration. Soit i la place de résidence actuelle d'un individu, la migration aura lieu s'il existe une quelconque destination j pour laquelle $PV_{ij} > 0$. S'il y a plusieurs destinations possibles, la migration se fera vers la place j ayant la plus grande valeur de PV_{ij} . $U_{jt}-U_{it}$ représente le gain net en utilité au cours de la période t dû à la migration. (Sjaastad, 1960s)⁹

2.10. La théorie nationaliste de Serge Feld

La théorie nationaliste soutenue par Feld, 1982 stipule que les PED subiraient des dommages importants du fait du départ d'une partie de leur stock de main-d'œuvre hautement qualifiée. Ceux-ci seraient de plusieurs ordres : d'abord des pertes financières, ensuite une altération du bien-être de leur population et enfin un ralentissement de leur croissance économique. Ce déséquilibre traduit le fait que ce sont les pays pourvoyeurs en main-d'œuvre qualifiée (les PED) qui aident les pays industrialisés. Cette théorie soutient qu'une compensation financière des pays receveurs de main-d'œuvre qualifiée aux pays exportateurs viendrait rééquilibrer la balance du fait du coût de plus en plus élevé de l'éducation et de son poids relatif dans le PIB de ces pays. (Serge Feld, 1982)

⁹ Migration as an economic Process, (juillet 2004) en ligne : <http://econ.la.psu.edu/dshapiro/463ic.htm>

3. L'analyse avantages/coûts économiques

3.1. Définition

L'analyse avantages/coûts (AAC) économiques est une méthode d'analyse et d'évaluation qui aide à identifier les projets susceptibles de contribuer le plus à l'augmentation du revenu national. Elle permet donc aux gouvernements de savoir si leurs décisions améliorent ou diminuent le bien-être de l'ensemble de la collectivité. En ce sens, l'AAC est nationaliste.

Elle est basée sur la théorie néo-classique, i.e. celle qui suppose que les prix influencent les décisions. Cette appartenance n'implique pas cependant que ses enseignements soient conditionnels à l'existence de la concurrence pure et parfaite ni à une situation d'équilibre. Bien au contraire, les calculs de l'AAC comparent des situations économiques réelles, quelle que soit cette réalité

3.2. Mission

L'AAC doit résoudre quatre problèmes (F. Martin 2002-2003, a) :

- i) l'identification et la quantification des coûts et avantages;
- ii) la monétisation des coûts et avantages;
- iii) l'agrégation sur l'ensemble des individus, des coûts et avantages;
- iv) l'actualisation des coûts et avantages sur un horizon assez long pour tenir compte des impacts majeurs du projet.

i) Dans l'AAC, les revenus et les coûts imputés au projet sont marginaux, i.e. ils consistent dans la différence entre les revenus et coûts sans le projet et les revenus et les coûts avec le projet. De plus, les taxes (y compris les impôts) et les subventions sont traités comme des transferts financiers et sont dès lors exclues de l'analyse.

ii) Dans l'AAC, certains prix de marché peuvent être modifiés de façon à mieux refléter leur valeur sociale ou économique. Pour les ressources ou bien intermédiaires, les valeurs utili-

sées doivent refléter leur coût d'opportunité. Pour les biens finals, les valeurs utilisées doivent refléter la valeur d'usage, c'est-à-dire la disposition des consommateurs à payer. Pour ces deux cas (coût d'opportunité ou valeur d'usage), on parle de prix de "référence" ou de prix "comptables".

iii) L'agrégation des résultats est difficile lorsque les individus affectés sont différents en termes de goûts, niveaux de revenus, etc..

iv) Dans l'AAC, l'intérêt du capital n'est jamais séparé et déduit de la rémunération brute parce qu'il constitue une part de la rentabilité totale du capital disponible pour la collectivité toute entière. C'est cette rentabilité totale, intérêt compris, que l'analyse économique est chargée d'estimer. Le principe de base de l'AAC peut se résumer de la manière suivante : Où investir les maigres ressources disponibles en capital? Cette question fait donc l'hypothèse que la ressource la plus rare est le capital. Ceci est d'autant plus vrai dans le cas des pays en développement.

3.3. Les coûts et avantages secondaires

Un projet peut être à l'origine de coûts et avantages extérieurs au projet lui-même. Ce sont des effets secondaires du projet. Dans l'analyse économique, on tient compte des coûts et avantages secondaires en ajustant les valeurs utilisées par le recours à des prix économiques de référence ou en incorporant les coûts et avantages secondaires.

Certains économistes distinguent parmi les effets secondaires (Ward, 2001) les effets externes ou externalités;

- les effets indirects :
 - les effets multiplicateurs sur la production;
 - les effets multiplicateurs sur la consommation,
- les effets secondaires dynamiques
- les effets intangibles.

3.3.1. Les effets externes ou externalités (3E)

- i) les 3^E technologiques sont à considérer comme des coûts ou dépenses et sont à inclure dans l'évaluation économique;
- ii) les 3^E pécuniaires sont à considérer comme des transferts financiers et ne sont pas à inclure dans l'évaluation économique;
- iii) les 3^E sur la production (excédent de capacité de production) sont à inclure dans l'évaluation économique au moyen de leurs coûts d'opportunité;
- iv) les 3^E sur la consommation (effet d'entraînement sur les dépenses) sont à inclure dans l'évaluation économique au moyen de leur valeur d'usage.

3.3.2. Les effets dynamiques

L'effet dynamique c'est l'effet de retour du projet en termes de productivité sur l'économie. Il se produit ordinairement dans des projets qui améliorent la qualité de la main-d'œuvre, accroissant ainsi la productivité des gens.

3.3.3. Les coûts et avantages intangibles

Les coûts et avantages intangibles doivent être définis soigneusement et, dans la mesure du possible, les quantifier même si l'évaluation complète n'est pas possible.

a) Exemple d'avantages intangibles de l'émigration :

- Combien d'étudiants fréquenteront les universités?

b) Exemples de coûts intangibles de l'émigration:

- Déstructuration de la vie familiale;
- Destruction des réseaux sociaux

3.4. Le problème d'agrégation des données

Un problème à signaler avec l'AAC, sans ou avec un système de pondération, se situe dans l'agrégation des coûts et avantages réalisés par des groupes sociaux différents et l'utilisation

d'un taux social de préférence à l'égard du temps pour des personnes qui diffèrent selon leurs préférences des valeurs présentes par rapport à celles des valeurs futures. Le résultat n'est satisfaisant ni pour la science, ni pour la conscience (Amin, 1978). Le problème de tenir compte de la redistribution des revenus initiée par un projet, est moins sévère pour une société relativement homogène, c'est-à-dire une société qui présente un degré élevé d'intégration sociale et économique parmi les différentes catégories sociales et qui possède un système fiscal, par exemple, de redistribution des richesses, relativement efficace. Dans une telle situation, l'utilisation de l'évaluation avantages-coûts classique, se justifie.

L'évaluation avantages-coûts perd toutefois de sa signification dans une société dualiste où :

- le secteur moderne dépense une bonne partie de ses revenus sur des biens étrangers;
- le système fiscal est régressif.

En effet, dans ces circonstances, quelle est la signification du taux social de rentabilité, du taux social de la préférence à l'égard du temps, du taux social d'actualisation ?

Dans une telle situation, il vaut mieux calculer les coûts et les bénéfices pour chaque groupe représentatif de la société.

Pour ce qui a trait aux PED, Amin (1978) recommande d'abandonner l'idée de maximiser les bénéfices nets agrégés et d'estimer l'effet du projet sur le bien-être de toute la société. Il propose de procéder de la manière suivante :

- identifier tous les éléments significatifs du projet, qu'ils soient mesurables ou non;
- identifier les bénéficiaires et les perdants pour chacun de ces éléments, en les classifiant selon les revenus de groupes sociaux;
- agréger uniquement les bénéfices et les coûts appartenant à la même classe de revenu;
- appliquer des taux d'actualisations différents selon les classes de revenus;
- calculer une VAN pour chaque groupe social;
- comparer les projets affectant le même groupe social;

- identifier clairement les effets sur l'emploi;
- ne pas appliquer de pondération mais laisser les évaluations subjectives aux décideurs.

4. L'estimation du coût économique de la main-d'œuvre¹⁰

Il existe plusieurs méthodes d'estimation du coût économique de la main-d'œuvre; ces méthodes varient suivant que l'on est en situation de plein emploi, en courte ou longue période ou encore en PED.

Compte tenu du caractère incrémental de l'AAC, il est important de définir la méthode de calcul du coût de la main-œuvre la plus appropriée dans le cadre de cette étude afin de mieux capter les coûts et avantages économiques pour la société, de toutes les facettes du projet de migration.

4.1. Les différentes méthodes (F. Martin 2002-2003, a)

Les différentes méthodes d'estimation du coût économique de la main-d'œuvre sont :

- a) Méthode Haveman et Kutilla, 1968;
- b) Méthode Mishan, 1976;
- c) Méthode Jenkins et Montmarquette (en courte période);
- d) Méthode Jenkins et Kuo (en longue période);
- e) Méthode dans le cas des PED, Banque Mondiale, FMI, etc.

« Dans la théorie néo-classique, quand on envisage le cas de sous-emploi accompagné par des distorsions, si un projet utilise des travailleurs qui autrement n'auraient pas travaillé, le coût d'opportunité de ces travailleurs est inférieur à leur salaire nominal. Le coût d'opportunité des travailleurs dans le nouveau projet correspond au moins à la production à laquelle on renonce en les embauchant dans le nouveau projet.

¹⁰ Cette partie est tirée de Fernand Martin (2002-2003) « Évaluation des Projets Publics »_- Chap. VII, Cours ECN, 6873, Université de Montréal.

D'un autre côté, certains analystes pensent que dans le cas d'un chômeur à temps plein, la société ne renonce à rien, c'est-à-dire que le coût économique de cette main-d'œuvre est nul. Ceci est inexact, car même si le travailleur n'occupe pas un emploi rémunéré, il est possible qu'il s'occupe à des tâches utiles pour lui-même (travaux ménagers, réparations de sa maison, culture de son champ, travail au noir, amélioration de son capital humain par les études ou l'entraînement sportif, des activités de bénévolat, des activités qui augmentent son capital politique, etc.) ou même attache une certaine valeur au loisir. De sorte que si les gens attachent une valeur psychologique positive au loisir, le coût d'opportunité de la main-d'œuvre est plus grand que zéro. La valeur psychologique attachée au loisir représente le coût d'opportunité minimal. »

4.2. Calcul du prix de référence de la main d'œuvre expatriée dans le cas des PED

Le calcul du prix de référence de la main-d'œuvre expatriée permet d'évaluer la valeur de la production perdue en laissant migrer le travailleur haïtien.

Le prix de référence de la main-d'œuvre expatriée est égal au salaire nominal moins l'impôt local sur le revenu. Dans l'opération suivante on fait la distinction entre la consommation en bien locaux des expatriés et la consommation en produits étrangers :

$$\text{PRMOPF} = \{ W (1\text{-taux d'impôt}) \} \times \{ (\alpha) + (1-\alpha)W(1\text{-taux d'impôt})(\text{CCF}) \}$$

avec PRMOPF = prix de référence de la main-d'œuvre au prix frontière;

W = salaire en monnaie locale de l'employé expatrié;

α = part du salaire de l'expatrié après impôt, rapatrié dans son pays d'origine et/ou dépensé sur des biens importés;

$1-\alpha$ = part du salaire de l'expatrié (après impôt) dépensé sur des biens domestiques;

CCF = coefficient de conversion en prix frontières des biens importés.

5. La VAN (valeur actuelle nette), une méthode d'évaluation de projet

La rentabilité est un critère décisif dans le choix d'un investissement, elle est mesurable avec certains critères :

- la valeur actuelle nette (VAN).
- le taux de profit
- le taux de rendement interne (TRI).
- le délai de récupération du capital investi

5.1. La VAN

Structure centrale de l'AAC, la VAN est un outil d'aide à la décision qui permet de choisir entre deux projets d'investissement ou entre un investissement et un placement. La VAN représente la différence estimée entre les flux de revenu actualisés générés par un investissement (recettes futures après calcul d'actualisation) et le coût de cet investissement (dépense courante) (Armand Colin, 2001). L'agent économique choisit le taux d'actualisation pour ramener les flux de revenus futurs à leur équivalent présent. Une VAN positive permet de faire le choix d'entreprendre le projet (F. Martin, ECN 6873, automne 2002).

Pour certains économistes, la VAN est la meilleure et la plus sûre méthode d'évaluation financière et économique d'un projet. Au niveau de l'analyse économique, il faut ajouter ou soustraire les externalités.

$$VAN^{11} = -I^0 + \varepsilon(R_t - C_t) / (1+i)^t + Vd^n / (1+i)^n + Ext / (1+i)^t$$

L'actualisation signifie qu'on augmente chaque année une charge d'intérêt. L'investissement ne serait pas rentable si la VAN était supérieure au taux d'actualisation.

R_t = revenu monétaire + surplus du consommateur¹², c'est-à-dire :

le rectangle $px-x-0-qx$ + le triangle $px-x-A$;

C_t = vu que c'est un projet économique, les C_t s sont

les coûts d'opportunité des ressources;

V_d = valeur résiduelle du projet;

Ext = externalités¹³ qui peuvent être positives

ou négatives;

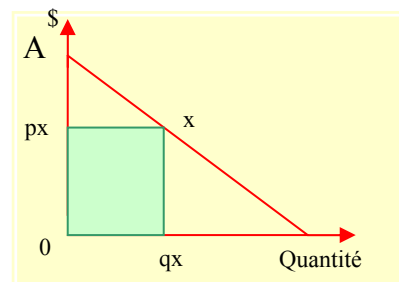


Figure 1-5.1 Calcul du R_t

I^0 = coût d'opportunité de l'investissement;

i = taux d'actualisation économique;

t = année du projet;

n = durée du projet.

5.2. Le taux de profit

Le TP est une mesure de la rentabilité du capital. Ce taux est un rapport entre une mesure du profit et une mesure du stock de capital, c'est-à-dire entre un revenu et le capital avancé pour l'obtenir.

Dans la théorie marxiste, le taux de profit est le rapport entre la plus-value et la somme du capital constant et du capital variable.

$$TP = A/C$$

¹¹ I^0 : si l'on considère qu'il n'y a pas d'amortissement pour ce type de projet

¹² le surplus du consommateur mesure le montant des gains qu'un consommateur retire de ses achats en faisant la différence entre le prix effectivement payé par le consommateur et le prix qu'il aurait été prêt à payer (Martin « notes de cours Évaluation des Projets Publics, ECN 6378, automne 2002 » Université de Montréal)

¹³ externalités signifie qu'il se produit quelque chose, dans le cadre de cette entreprise, qui ne passe pas par le marché. (Exemple : pollution due à l'implantation d'une centrale thermique) - Martin « notes de cours Évaluation des Projets Publics ECN 6873, automne 2002 » Université de Montréal.

5.3. Le taux de rendement interne (TRI)

Le TRI est le taux d'actualisation qui égalise la valeur actuelle du flux attendu de recettes consécutives à un investissement et la dépense que celui-ci nécessite. Le TRI permet de classer le projet en acceptable ou inacceptable. Son calcul nécessite les mêmes renseignements que la VAN.

$$\text{TRI} : 0 = -I^0 + \varepsilon(R_t - C_t) / (1+i)^t + Vd^n / (1+i)^n + \text{Ext} / (1+i)^t$$

Un investissement n'est rentable que si le coût du capital est moins élevé que le TRI.

5.4. Le délai de récupération du capital investi

Le DRCI c'est le temps nécessaire pour rembourser l'investissement initial. Il s'agit d'un taux d'actualisation implicite. Comme la méthode néglige les flux monétaires situés après la date de récupération, elle vient en conflit avec la VAN.

II. DEUXIÈME PARTIE : ÉTUDE DU CAS D'HAÏTI

1. Bref rappel historique

- 1492 : Christophe Colomb, de nationalité italienne, découvre (avec une embarcation espagnole) l'île d'Hispaniola¹⁴;
- 1516 : Arrivée en Haïti des premiers noirs d'Afrique pour remplacer la population indienne décimée par les travaux forcés imposés par les colons espagnols;
- 1697 : L'Espagne cède à la France la partie occidentale de l'île qui devient Haïti;
- 1804 : Haïti est le premier pays « noir » à conquérir son indépendance (de la France);
- 1806 : Jean-Jacques Dessalines, le père de la nouvelle nation haïtienne, est assassiné;
- 1825 : Haïti est forcé de signer un traité avec le roi Charles X de France l'engageant à payer à cette dernière une indemnité de 90 millions de francs-or pour son indépendance. Ce montant sera acquitté par échéances jusqu'en 1888¹⁵ ;
- 1915-1934 : occupation d'Haïti par les États-Unis ;
- 1937 : Massacre de 40 000 haïtiens en République Dominicaine;
- 1957 : Docteur François Duvalier accède au pouvoir ;
- 1964 : François Duvalier impose une présidence à vie ;
- 1971 : Jean-Claude Duvalier remplace son père au pouvoir ;
- 1986, 7 février : destitution de Jean-Claude Duvalier ;
- 1990, octobre : Jean-Bertrand Aristide est élu Président de la République d'Haïti ;
- 1991, septembre : coup d'état militaire détrônant Aristide ;
- 1994 : retour d'Aristide au pouvoir, aidé par les États-Unis;
- 1996 : René Préval, ancien premier ministre d'Aristide devient président ;
- 2001, 7 février : investiture de Jean-Bertrand Aristide réélu à la présidence;
- 2004, 29 février : Jean-Bertrand Aristide est forcé de démissionner du pouvoir et part en exil. Haïti est sous tutelle de l'Organisation des États Américains avec un gouvernement provisoire dirigé par le premier ministre Gérard Latortue.

¹⁴ Hispaniola signifie petite Espagne, car c'est avec le financement de la Reine d'Espagne que Christophe Colomb partit à la conquête de l'Amérique.

¹⁵ Le gouvernement d'Aristide a, en 2003, actualisé ce montant à plus de 21 milliards de dollars US.

2. La chaîne migratoire haïtienne : un tracé des grandes périodes de migration en Haïti

Sans prétendre faire l'historique complète de la migration haïtienne, dans le cadre de ce travail, il est toutefois important de retracer l'évolution des flux de migrations tant internes qu'externes afin de mieux cerner le phénomène et ainsi mieux le comprendre.

2.1. Les débuts du mouvement migratoire haïtien

Les mouvements significatifs d'émigration d'Haïtiens remontent au début du 20^{ème} siècle. Entre 1915 et 1934 en effet, l'occupation américaine force bons nombres d'Haïtiens, particulièrement ceux qui avaient tissé des liens étroits avec la France, à émigrer vers des terres européennes plus stables. Entre-temps, un grand nombre d'haïtiens partent travailler temporairement dans les plantations de canne à sucre de Cuba et de la République Dominicaine, ou encore dans la construction du canal de Panama. Cette vague de migration de travailleurs haïtiens fut baptisée : « la traite verte ». Elle s'explique par le fait que, pendant cette période, les investissements américains en Haïti, dans le secteur agricole, ne dépassent pas 8,7 millions de dollars, ils se chiffrent cependant à 919 millions de dollars à Cuba et à 70 millions en République Dominicaine. Haïti constitue déjà à cette époque une réserve de force de travail bon marché pour les économies de la région.

Suzy Castor dans « Occupation Américaine d'Haiti¹⁶ » relate que de 1915 à 1929, les Haïtiens qui laissent légalement le pays en direction de Cuba sont au nombre de 209 080 alors qu'un nombre plus important traverse la frontière haitiano-dominicaine. Cependant le massacre d'environ 40 000 Haïtiens dans la république voisine en 1937 va ralentir la migration frontalière et provoquer un reflux migratoire de plus de 15 000 Haïtiens au cours de la même année. Avec la signature du premier contrat de travailleurs saisonniers en 1952 entre les auto-

¹⁶ Suzy Castor « Occupation Américaine d'Haiti », Collectifs Parole, vol.1#16, 1985, 12

rités haïtiennes et dominicaines, l'émigration frontalière s'officialise et, depuis lors, environ 20 000 Haïtiens traversent régulièrement la frontière chaque année¹⁷ que ce soit de manière temporaire ou saisonnière.

Par ailleurs, on assiste entre 1950 et 1960 à une émigration croissante vers les Bahamas. L'essor spectaculaire dans cet archipel, du tourisme pendant cette période nécessite une main-d'œuvre abondante et bon marché (dans la construction de routes, d'hôtels, et dans les services) que Haïti est particulièrement prête à offrir. Les Haïtiens commencent à travailler également vers la fin de cette période dans le secteur agricole du sud des États-Unis (culture de la tomate, cueillette de fruits divers, plantation et coupe de bois, etc.).

La décision de migrer à cette époque est motivée par divers facteurs : contrôle croissant de la paysannerie par des hommes politiques, de grands propriétaires terriens, rétablissement de la corvée¹⁸ particulièrement pour les travaux d'infrastructure, début de la concentration des terres aux mains de grandes institutions telles que la fabrique¹⁹, monétisation croissante de l'économie et donc de la valeur de la terre.

2.2. Le départ des élites haïtiennes et l'exode rural massif vers de grands centres urbains

À partir de 1960 en effet, la migration haïtienne connaît un nouvel élan et se caractérise par la diversité des destinations : Europe, Afrique, Amérique du Nord, Caraïbes. De plus, la coexistence de tous les types de migrations : migrations scolaires, économiques, politiques, migrations temporaires, permanentes, migrations légales, migrations illégales, fuite de cerveaux etc.. en fait un vrai phénomène de société.

¹⁷ Collectifs Parole, (1985) (vol.1#16), 12

¹⁸ La corvée était une loi haïtienne qui obligeait les paysans à travailler un certain nombre de journées par an, sans salaire... Histoire d'Haïti, G. C. Dorsainvil, (éd. Deschamps, 1970).

¹⁹ Institution de l'église catholique.

En effet, les premières importantes vagues d'émigration sont attribuables principalement aux persécutions politiques et aux états de violence qui caractérisent le régime des Duvalier dès 1957. L'imposition par François Duvalier de la présidence à vie en 1964 marque la consolidation de son empire politique et entraîne un exode massif particulièrement au sein de la classe moyenne. Aussi, professionnels de tout acabit, jeunes et moins jeunes, doivent-ils laisser le pays de gré pour la plupart mais aussi de force pour bons nombres d'entre eux vers essentiellement le Zaïre, le Congo, la Côte-d'Ivoire, le Gabon, dans des missions d'éducation et plus tard le Québec et également les États-Unies pour s'installer et travailler dans divers domaines.

À partir des années 70 l'émigration des masses rurales et urbaines et l'accélération de l'exode rural pour des raisons d'éducation²⁰ et de recherche d'emplois²¹, marquent un tournant décisif dans les mouvements de la population haïtienne. Pour la période s'étendant de 1981 à 1986, les prévisions relatives au taux d'urbanisation sont largement dépassées, allant de 26% à 32%²². À partir de la deuxième moitié des années 80, la migration devient la solution unique pour la grande majorité des ménages moyens aussi bien urbains que ruraux qui veulent améliorer leur situation socio-économique de plus en plus précaire.

2.3. Une nouvelle forme de migration (début des années 1970) : Les boat people

Jusqu'alors, l'exode rural intense avait drainé un flot d'Haïtiens vers la capitale, Port-au-Prince. C'est ensuite de la capitale que partaient les migrants. Mais au début des années 1970, les Haïtiens commencent à quitter le pays directement des campagnes, souvent sur des embarcations de fortune. En 1972, les premiers boat people arrivent à Miami, Fla. La communauté haïtienne de Miami est aujourd'hui si importante que les grandes institutions (aéroport, hôpitaux, municipalités etc.) utilisent, aux côtés de l'anglais et de l'espagnol, le créole

²⁰ L'enseignement rural connaît un essor sans précédent avec une politique coercitive de François Duvalier mais ne s'arrête qu'au cycle primaire, les cycles secondaires et professionnelles n'existent que dans les 9 villes chefs-lieux de département.

²¹ Les entreprises sous traitantes commencent à s'installer au Parc industriel de Port-au-Prince avec l'avènement au pouvoir de Jean-Claude Duvalier au début des années 1970.

²² Institut Haïtien de Statistiques et d'Informatiques (IHSI), (1989), « EBCM », Haïti.

haïtien comme troisième langue de communication. La Floride est aujourd'hui un des états où la croissance démographique haïtienne en diaspora est la plus importante²³. Pour la seule année 1980, plus de 12,000 Haïtiens étaient arrivés illégalement sur les côtes de la Floride, États Unis d'Amérique²⁴.

2.4. La structure migratoire haïtienne de la fin du 20^{ème} siècle

Dans les premiers mois qui suivent la fin de la dictature des Duvalier en 1986, Haïti connaît un solde migratoire positif, c'est-à-dire, les Haïtiens de la diaspora retournent en masse au pays tandis que les vols de départ n'ont pas beaucoup de succès. Mais, la succession des gouvernements militaires sur fond de crise politique inversent rapidement le mouvement. Cependant il faut attendre la fin des années 90 pour retrouver le mouvement des années 60 où l'émigration des cadres de l'administration publique et des professionnels de la classe moyenne devient monnaie courante. C'est la deuxième plus grande vague de fuite de cerveau que subit le pays en moins de 50 ans. Les crises politiques, le mal développement économique, poussent à nouveau des travailleurs hautement qualifiés vers des destinations plus prometteuses et plus stables, telles que le Canada et les États Unis d'Amérique.

Aujourd'hui, tous les Haïtiens, à quelques classes sociales qu'ils appartiennent se donnent pour objectif de détenir un passeport, car c'est le premier pas vers l'étranger. Les statistiques de la Direction de l'Immigration et de l'Émigration ont accusé une demande moyenne de cinq cents (500) passeports par jour depuis 1998²⁵. Ceci traduit une nouvelle dynamique de l'émigration tant du point de vue légal que du point de vue qualitatif.

En dépit de cette analyse, tout compte fait, il n'y a pas de chiffres fiables sur les migrations haïtiennes. De plus on ne dispose pas de données relatives au volume global des flux de l'émigration (légal et illégal) qui permettraient de déduire le solde migratoire qui est de

²³ « Évolution de la répartition des Haïtiens par état aux États-Unis » (CIA Factbooks, 2001) entre 1990 et 1999 cité par le Ministère des Haïtiens d'outre-Mer, en ligne www.Haïti2004.com

²⁴ « Atlas d'Haïti », 1985

²⁵ Ministère de l'Intérieur et des Collectivités Territoriales «Rapport annuel», 1999

toute évidence négatif. À l'intérieur du pays, il y a un flux régulier de migrants des zones rurales vers les bidonvilles urbains, en particulier vers Port-au-Prince, où l'on estime à environ 13,000 migrants le flux annuel²⁶.

Il est important de signaler que les migrants gardent un lien très fort avec la nation haïtienne même. Aussi, pour cette même période, près de 15 000 haïtiens visitent le pays tous les ans. Ceci constitue une activité non négligeable pour l'économie haïtienne.

En général, l'émigration se caractérise par une forte irrégularité. Selon la Banque Mondiale²⁷, plus de 1,5 millions d'Haïtiens vivent à l'étranger en 2001 dont 700 000 aux États-Unis, plus de 40 000 aux Bahamas, environ 70 000 dans les Territoires et Départements d'Outre-Mer françaises (Guadeloupe, Martinique et Guyane). En République Dominicaine, les estimations les plus raisonnables situent la présence haïtienne (incluant les descendants) autour de 550 000 personnes dont environ 95% évoluent dans la plus parfaite irrégularité²⁸. Au Québec, ils sont près de 40 000 dont la grande majorité dans la région de montréal.

La fascination du modèle de consommation de « l'américan way of life » a constitué un pôle d'attraction très fort vers les États-Unis et le Canada, accentué par le fait qu'effectivement, les premiers migrants Haïtiens dans ces pays se sont fait une situation financière enviable pour les nombreux sédentaires en attente d'une amélioration de leur niveau de vie. De plus, ayant maintenu un contact régulier avec les siens, les migrants ont nourri, logé et éduqué les membres de leur famille restés au pays, ce qui a permis de véhiculer une image de vie aisée et communiquer le désir de migrer à plusieurs générations. Les États-Unis et Haïti représentent aujourd'hui ce que l'on appelle un couple migratoire actif.

Quant aux reflux migratoires enregistrés, qu'il s'agisse de refoulés en mer ou de rapatriés en provenance de la République Dominicaine, de Bahamas, de Cuba, des Iles Turques et Caïcos, des TOM-DOM²⁹ françaises, sans oublier les déportés des États-Unis et du Canada, le nom-

²⁶ Institut Haïtien de Statistiques et d'informatiques, « EBCM », 1999.

²⁷ Programme des Nations Unies pour le Développement, PNUD « Rapport sur la pauvreté en Haïti », août 1998.

²⁸ Sans nationalité définie.

²⁹ Territoires d'outre-mer Départements d'outre-mer

bre va croissant depuis les années 90. Selon les données de l'Office National de la Migration (ONM), la moyenne annuelle est de sept mille trois cents (7,300) personnes. Des estimations privées font état de chiffres plus élevés. Il reste donc évident que malgré les risques et dangers, les maigres chances de réussite, la migration illégale ne fait qu'accroître, ainsi que la migration légale faisant ainsi ressortir l'importance du malaise socio-économique et politique au pays. La Figure 2.1 représente le diagramme de la chaîne migratoire haïtienne au cours du XXe siècle³⁰.

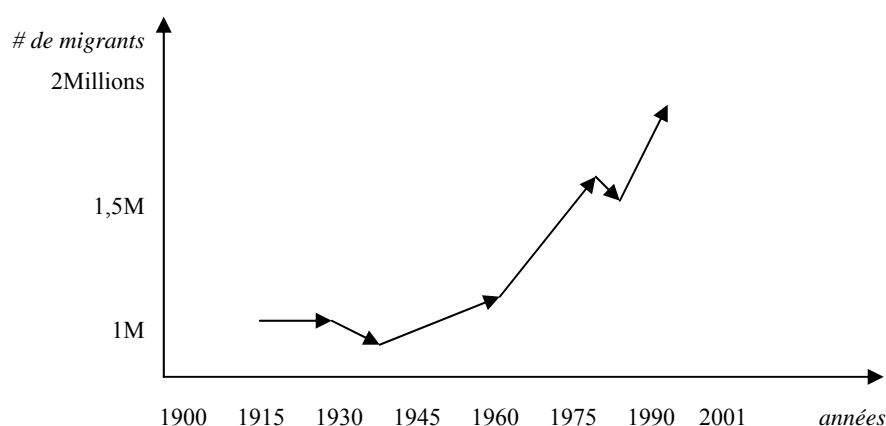


Figure 2-2.1 Diagramme de la chaîne migratoire haïtienne

2.5. Essai de définition de la fonction migratoire haïtienne

La migration haïtienne peut être définie en fonction des incitatifs à la migration des caractéristiques socioéconomiques des migrants et de leurs multiples destinations. Les incitatifs à la migration peuvent être d'ordre interne : malaise politique, mal développement socioéconomique, dégradation environnementale, insécurité publique, etc.; ou externe : image de bien-être projetée par les migrants, existence d'institutions supérieures de formation mieux cotées etc. Les caractéristiques socioéconomiques réfèrent au niveau de revenu, au niveau de forma-

³⁰ Diagramme conçu dans le cadre de cette étude

tion, au milieu de vie etc. des migrants au pays d'origine. Les lieux de destination sont déterminants dans cette définition car selon que le travailleur décide d'émigrer vers la République Dominicaine ou vers le Canada, cela change toute la typologie de la fonction et est déterminante dans la durée de la migration.

$$Mh = f(i, c, d, t)$$

Mh : Migration haïtienne

f : fonction

i : incitatifs à la migration

c : caractéristiques socioéconomiques des migrants

d : destinations des migrants

t : temps.

3. Portrait global d'Haïti³¹

La République d'Haïti se trouve, sur la partie ouest de l'île d'Haïti, dont l'est est occupé par la République Dominicaine. Elle est située dans la mer des Caraïbes au centre des grandes Antilles entre Cuba et la Jamaïque. Sa superficie est de 27 750 km² dont 1 771 km de littoral. Le domaine forestier est réduit à 3 à 5 % de la superficie du pays, et se trouve principalement en altitude. Le pays compte neuf départements géographiques. Sa population est estimée en l'an 2000 à 8,1 millions d'habitants.

La population haïtienne est très jeune : plus de 40 % des Haïtiens ont moins de 15 ans. Seulement 6 % ont plus de 60 ans, et l'espérance de vie est faible : 47 ans pour les hommes, 53 ans pour les femmes.

En tout, 80 % de la population vit sous le seuil de pauvreté. En 2000, Haïti est classé au 150^e rang sur 174, selon l'indice de développement humain (IDH) du Programme des Nations unies pour le développement. Port-au-Prince, la capitale, héberge 2,4 millions d'habitants, dont deux sur trois vivent avec moins de US\$ 56 par mois.

Quelques indicateurs socioéconomiques :

PIB/habitant : US\$ 706 en 2001

PIB : US\$ 5,3 milliards en 2001

Croissance du PIB réel : -1,7 %

Dettes extérieures totales : US\$ 1 791 millions en 1999

Revenu moyen par habitant : US\$ 377

Monnaie nationale : gourde

Mortalité infantile : 111 pour 1000 naissances

Taux d'analphabétisme : 47 %

³¹ Développement en annexe 1

Haïti constituait jusque dans les années 70 un attrait touristique mondialement reconnu de par sa richesse environnementale, ses monuments historiques et la chaleur de l'accueil que réservait son peuple aux nombreux visiteurs qui y séjournaient. Aujourd'hui par contre, s'il attire encore des regards de partout c'est pour des raisons tout autre : une situation socioéconomique désastreuse, un dysfonctionnement institutionnel au niveau des différentes branches de l'État, un environnement naturel en dégradation continue, bref un état général de sous-développement qui repousse même les siens. Mais même en situation de survie, le pays continue de voir naître de nourrir et de former des centaines et des milliers de citoyens qui un jour ou l'autre décideront de partir. Quel est le coût global pour Haïti de ces décisions de migrer prises de manière individuelle par des ménages sur les quarante dernières années, c'est-à-dire de 1961 à 2001? L'État haïtien a-t-il eu raison de laisser s'expatrier tous ces 1,5 millions de travailleurs?

4. Cadre Théorique de l'Étude

L'objectif principal de l'étude est de déterminer, par la méthode d'Analyse Avantages/Coûts Économiques de projets, le coût pour Haïti des deux millions de travailleurs émigrés. Le modèle de base utilisé à cette fin est la Valeur Actuelle Nette, VAN. Il nous permettra d'établir les coûts et avantages principalement par rapport aux aboutissants de l'émigration. L'année 1961 est retenue, dans le cadre du calcul de la VAN, comme étant la période de référence de l'étude, donc le temps 0, les temps 1 et 2 sont respectivement 1981 et 2001.

4.1. Le modèle de base : VAN

$$VAN = -I_0 + \frac{\sum (R_t - C_t)}{(1+i)^t} + \frac{\sum Ext}{(1+i)^t} + \frac{Vd^n}{(1+i)^n}$$

On estime que dans le cas d'Haïti, PED, la valeur résiduelle d'un travailleur émigré est nulle car n'étant plus économiquement actifs, les travailleurs émigrés, arrivés à l'âge de la retraite, ne contribuent plus au PNB³² certes, mais ne bénéficient pas non plus d'avantages sociaux de l'État haïtien. Dans le cadre de cette étude, $\frac{Vd^n}{(1+i)^n} = 0$.

Le nouveau modèle s'écrit ainsi :

$$VAN = -I_0 + \frac{\sum (R_t - C_t)}{(1+i)^t} + \frac{\sum Ext}{(1+i)^t}$$

³² Armand Colin (2001) « Dictionnaire des Sciences Économiques » *Le Produit National Brut (PNB) est égal au Produit Intérieur Brut (PIB) auquel on ajoute les revenus rapatriés par les nationaux résidant à l'étranger et auquel on retranche les revenus des étrangers résidents versés dans leurs pays d'origine.*

4.2. Les hypothèses de l'étude

- i) Les flots d'émigrés sont pris de manière globale, c'est-à-dire sans définir la typologie de la migration³³.
- ii) L'agrégation des données numériques apporte un certain biais à l'objectivité de l'étude. Pour compenser cette situation, l'étude capte l'évolution de l'émigration par le dénominateur de la VAN, principalement par à la fois le taux d'actualisation économique « i » et la périodicité du phénomène définie par l'étude et exprimée par « t ».
- iii) I_0 représente le coût d'opportunité de l'investissement en éducation supporté par l'État haïtien pour la formation des travailleurs expatriés. Il est calculé à partir du modèle de la taxe d'exemption du gouvernement suisse.
- iv) Se basant sur la théorie du bien-être des économistes, les avantages captés dans la VAN, comme étant les revenus et externalités positives, sont les surplus de consommateur et les rentes des facteurs de production tandis que les coûts et externalités négatives ce sont uniquement les coûts d'opportunité, de la main-d'œuvre, de la technologie³⁴ et du capital investi entre autres.
- v) Le coût d'opportunité social de la main-d'œuvre est mesuré par la perte de production et de création de richesse due à l'émigration des travailleurs. L'étude utilisera les calculs empiriques de Powers, 1981 proposés par Fernand Martin (2002-2003, UdeM) à titre de références pour faire une estimation du prix de référence de la main-d'œuvre haïtienne expatriée.

³³ On aurait pu utiliser le taux de 1,2% de formation à l'enseignement professionnel et supérieur en Haïti et l'appliquer à la population haïtienne en diaspora, pour tirer de cette population la migration des personnes hautement qualifiées, cela si la politique migratoire des pays d'accueil n'était pas très sélective. De même, faute de données empiriques, il est pour le moment impossible de déterminer la participation des travailleurs qualifiés aux envois de fonds en Haïti. Tout ceci justifie l'agrégation des données devant permettre de calculer la VAN.

³⁴ Le coût d'opportunité de la technologie est une notion nouvelle. Compte tenu de l'évolution de l'économie du savoir et pour les besoins d'objectivité de l'étude, un essai de calcul du coût d'opportunité de la technologie est proposé.

4.4. L'approche

Pour identifier les coûts et avantages dus à l'émigration on se propose d'utiliser partiellement la démarche proposée par Amin (1978), les données disponibles n'ayant pas permis de désagréger la population des émigrés. On calculera ensuite la VAN dont le signe déterminera la rentabilité ou non du projet d'émigration des travailleurs haïtiens.

4.5. La question du numéraire

La question du numéraire réfère au choix de l'unité qui valorise les coûts et les avantages.

Gittinger (1985) définit le numéraire comme étant :

- en analyse de projet, l'unité qui mesure l'objectif en cours de maximisation;
- en analyse économique, l'unité de revenu national qui est exprimée habituellement en monnaie nationale;
- en analyse financière, l'unité de monnaie exprimée en monnaie nationale.

Dans le cadre de cette étude, le numéraire fait référence à une monnaie étalon, le US\$³⁵.

³⁵ Pour la période considérée, le taux de change gourde en dollar américain était fixe soit 5 gourdes pour 1 dollar puis fluctue depuis la fin des années 1980 pour atteindre en 2001, près de 25 gourdes pour 1 dollar.

5. Identification et calcul de I_0 , des coûts, des avantages, des externalités

5.1. L'Investissement

I_0 c'est le coût d'opportunité du montant qu'a investi l'État pour nourrir, éduquer et soigner cette main-d'œuvre expatriée. L'étude retient l'investissement en éducation compte tenu du fait qu'il est le plus substantiel des items cités. L'investissement en éducation est ici retenu dans l'AAC parce qu'il ne peut être perçu comme un coût historique, car en s'expatriant le travailleur emporte avec lui un capital humain constitué au frais de l'État, d'autant plus que durant la majeure partie de la période couverte par l'étude, l'ensemble du système éducatif scolaire est financé à près de 90% par des fonds publics. L'Université pour sa part est presque exclusivement publique pour cette période. Donc la gratuité de la formation tant scolaire qu'universitaire est en quelque sorte la norme jusqu'en 2001, certes dans une moindre mesure à la fin de la période. Pour calculer ce coût pour l'État haïtien, l'étude se basera sur la politique de l'émigration de la Suisse³⁶ qui impose une taxe d'exemption aux citoyens n'ayant pas encore retourné à la communauté, sous forme de service social ou militaire³⁷, un peu de ce qu'ils ont reçu de l'État.

Haïti consacre au début des années 80 autour de 3,4% de son PIB à l'éducation. La part du PIB consacrée à l'éducation est passée à 1,5% en 1990 et est tombée à 1,1% en 2000³⁸. On retient une moyenne de 2% pour la période couverte par l'étude. La Suisse de son côté a dédié à l'éducation une moyenne de 5,4% de son PIB. Si la Suisse charge 2% du revenu déclaré

³⁶ La Suisse est retenue pour des questions de similitude avec Haïti en terme de superficie et de financement publique de l'éducation.

³⁷ Luzius Stucki (2004) Office fédéral des migrations (www.swissemigration.ch). « TAXE D'EXEMPTION ». Toute personne qui n'est pas incorporée dans l'armée et qui n'est pas soumise au service civil obligatoire, de même que toute personne tenue normalement aux services militaire ou civil mais ne l'effectuant pas, est redevable de la taxe d'exemption. Celle-ci est perçue par l'administration cantonale compétente, avant le départ et pour toute la durée du séjour à l'étranger. Le montant à payer s'élève à 2 % du revenu soumis à la taxe selon l'impôt fédéral, mais au moins CHF 150.— par an. Les Suisses de l'étranger qui vivent plus de six mois par année à l'étranger sont délivrés de la taxe d'exemption après trois ans.

de taxe d'exemption de service aux expatriés, de manière proportionnelle à l'investissement en éducation, Haïti, dans le cadre d'une pareille politique, chargerait à ses expatriés 2,7 fois moins que la Suisse, donc 0,7% du revenu déclaré sur une période de trois ans. Utilisant des données agrégées, l'étude retient le revenu per capita haïtien de US 377³⁹, auquel elle applique les 0,7% par le nombre total de travailleurs expatriés puis multiplié par 3 pour les trois premières années d'émigration tel que le propose le modèle suisse. Le montant ainsi obtenu permet d'avoir une évaluation globale du coût d'opportunité de l'investissement en éducation auquel l'État a consenti pour ce capital humain qui s'est expatrié.

$$I_0 \text{ (une année)} = 0,7\% \times 377 \times 1\,500\,000 = \text{US\$ } 3\,958\,500 \text{ (pour une année)}$$

$$I_0 \text{ (trois années)} = \text{US\$ } 3\,958\,500 \times 3 = \text{US\$ } 11\,875\,500$$

5.2. Les avantages

Les avantages liés à l'émigration des travailleurs haïtiens sont divers. Ils varient selon l'âge, le sexe, le nombre d'années de migration, la présence de réseaux familiaux, amicaux ou d'affaires au pays ainsi que le taux de retour des immigrants qualifiés. Ces avantages sont toutefois subordonnés à une bonne gouvernance de l'État. Car les statistiques de l'Aéroport international de Port-au-Prince citées par le Plan de Développement de la zone métropolitaine de Port-au-Prince (février 2002), accusent un taux élevé de visiteurs haïtiens résidant à l'étranger, pendant les périodes de fin de dictature (1986), de retour à l'ordre constitutionnel (1994) entre autres. En effet, aussi bien que la stabilité politique et le taux d'émigration des travailleurs haïtiens sont inversement corrélés, les bénéfices liés à l'émigration sont proportionnellement corrélés à la bonne gouvernance de l'État.

Les deux avantages de l'émigration des travailleurs haïtiens les plus notables sont :

- 1) les transferts de fonds en devises des travailleurs résidant à l'étranger, perçus comme la rente des facteurs de production;

³⁸ IHSI, EBCM I, (1986-87); EBCM II, (1999-2000).

³⁹ Portrait global d'Haïti, page 37.

2) la diffusion des connaissances technologiques qu'occasionne le retour des migrants au pays⁴⁰ saisie comme étant des surplus de consommation se basant sur le fait que les non migrants payent un montant moins que ce qu'ils seraient disposés à payer pour acquérir cette connaissance dispensée par les migrants de retour et pour utiliser les nouvelles technologies amenées par les migrants de retour.

5.2.1. Les transferts de fonds vers Haïti

Haïti exporte du capital humain et de la main d'œuvre. Il reçoit en retour des transferts d'argent. Ces transferts se font assez souvent de manière informelle, mais aussi par des mécanismes institutionnels, ce qui permet d'établir des statistiques plus ou moins fiables dans le domaine. Le tableau ci-contre montre un accroissement fulgurant des transferts privés vers Haïti depuis 1994, année marquant le retour à l'ordre constitutionnel au pays, passant de 51 millions US\$ en cette même année à plus de 100 millions US\$ un an plus tard, atteignant même plus de 500 millions en l'an 2000. Pour l'année 2001, selon les estimations du FMI (FMI fév. 2002), l'économie haïtienne a reçu plus de 810 millions de US\$ de transferts privés des travailleurs expatriés, un montant qui avoisine 15% du PIB selon la BRH. Ce sont 70% de la population des émigrants qui envoient de l'argent en Haïti; 80% de ces montants proviennent des États-Unis d'Amérique où vivent 700 000 haïtiens, ce qui fait une moyenne de US\$ 1 322,45 par expatrié. Le Québec participerait à plus de 46 millions de dollars à ces transferts de fonds vers Haïti, annuellement.

40% de l'Investissement total étranger en Haïti proviennent des transferts de fonds des expatriés. D'après l'enquête sur le budget et la consommation des ménages, EBCM (BRISSON-LAMAUHÉ 2003) 1999-2000, publiée en 2001, les transferts de fonds des travailleurs expatriés représentent en moyenne 10% du revenu familial haïtien.

Les analystes pensent que seulement le tiers des montants transférés en Haïti est capté par les statistiques. Ils en tiennent pour preuve le volume des transactions de change (dollar US en gourde⁴¹) fait avec des particuliers par les institutions bancaires en Haïti. De plus, Une forte

⁴⁰ Revue Dialogue, juin 2003.

⁴¹ La gourde est la monnaie nationale haïtienne. Les transactions se font également en dollar américain.

partie de ces transactions se fait sur le marché informel des changes ou dans les coopératives d'épargne et de crédit sur lesquelles la Banque de la République d'Haïti n'exerce durant la période couverte par l'étude, aucun contrôle.

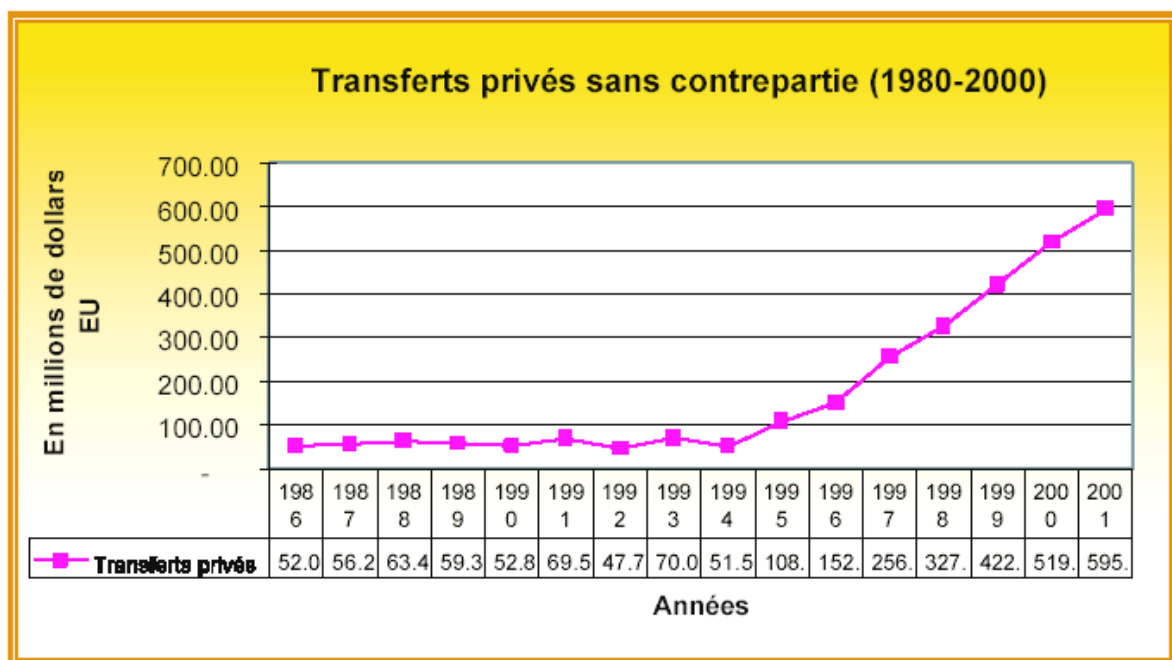


Figure 2-5.1 Les transferts des migrants (source BRH)

5.2.2. Des avantages intangibles, la diffusion des connaissances par le biais des universités et écoles supérieures créées par des migrants de retour⁴²

Des avantages relatifs aux transferts de connaissance (Lowell et Findlay, 2003) de savoir-faire et même d'apprentissage à la démocratie et au respect des droits et libertés individuelles sont signalés dans des études de manière qualitative car n'étant pas jusqu'ici mesurés. Pour évaluer ces transferts de connaissance et de savoir-faire l'étude se propose de se baser sur une estimation du nombre d'enseignants et de diplômés dans les universités et centres d'enseignement supérieur au pays. Car, près de 90%, des professeurs d'universités en Haïti sont passés par le créneau migratoire pour se former. De plus, les projets d'universités privées partent toujours de migrants de retour au pays. Le nombre d'universités privées, le

⁴² Voir page 19, littérature sur les avantages intangibles.

nombre de professeurs et d'universitaires haïtiens tant du système privé que public de 1961 à 2001 forment à eux trois un trio d'indicateurs numériques avec lesquels on peut tenter d'estimer cette série d'avantages qualitatifs. L'apprentissage à la démocratie et au respect des libertés individuelles et autres valeurs liées à la condition humaine du genre sont suffisamment subjectifs pour être non quantifiables.

5.2.3. Calculs des avantages

Les calculs se font pour la période de 1961 à 2001. Les chiffres utilisés sont tirés de la figure 5.1.

i) Rt (transferts de fonds)

En 1961, on considère que le montant des transferts était insignifiant donc nul. De 1961 à 1980 : une moyenne annuelle de 50 millions de US\$; de 1981 à 2001; une moyenne annuelle de 425 millions de US\$, ce qui donne pour les trois périodes, une moyenne annuelle de $(425+50/2)$: US\$ 238 000 000 que nous multiplions par 40, le nombre total d'années d'émigration couvertes de l'étude.

$$R_t = \text{US\$ } 238\,000\,000 \times 40 = \text{US\$ } 9\,520\,000\,000 \text{ milliards}$$

ii) Rt (avantages intangibles)

Si les universités privées n'existaient pas, la seule université d'État d'Haïti n'aurait pas suffi à former des milliers d'universitaires au cours des vingt cinq à trente dernières années, d'autant plus que les cycles supérieurs au sein de l'Université d'État sont quasi inexistantes. La participation du secteur privé à l'éducation les trois cycles confondus représentent 92% des nouveaux inscrits⁴³. Par conséquent, le coût de formation à ce niveau aurait été très élevé car aurait nécessité, pour ceux qui auraient les moyens financiers, un séjour relativement long à l'extérieur du pays. Les avantages consistent au fait qu'il y ait, avec l'existence du système privé, plus d'universitaires formés et des économies d'échelle sur la formation universitaire tant pour les étudiants du privé que ceux de l'État. pour environ 92% des étudiants. On estime ces économies à un montant moyen de US\$ 5 000 par diplôme spécialisé.

⁴³ Voir annexe 1, 6, Situation du système éducatif scolaire de 1986 à 2000.

Par ailleurs, compte tenu du taux de scolarisation universitaire de 1,2%⁴⁴, le nombre de diplômés peut être calculé : $1,2\% \times 5,5 \text{ millions}^{45} = 66\,000$ universitaires en moyenne pour la période. On peut appliquer ces économies d'échelle à 92% de ces 66 000 universitaires. Donc, le montant global serait de :

$$(92\% \times 66\,000) \times 5\,000 = \text{US\$ } 303\,600\,000^{46}.$$

Ce montant est considéré comme les surplus de consommateur.

Le coût moyen de la formation à l'étranger d'un professeur universitaire de retour au pays est estimé à US\$50 000⁴⁷. Selon le professeur Lucnaire Duval, (Duval, 2002)⁴⁸, le nombre de professeurs au niveau des centres d'enseignement supérieur et universitaire en Haïti en 2000 s'estimait à environ 1 500. Donc le coût global appliqué aux transferts de compétences pour la période considérée est de $50\,000 \times 1\,500 = \text{US\$ } 75\,000\,000$

En moyenne, les bénéfices⁴⁹ dégagés par les universités et écoles supérieures privées pour la période considérée (retenu comme une rente des facteurs de production) =
US\$ 8 000 000 000

Le montant total des avantages secondaires est de :

$$8\,000\,000\,000 + 75\,000\,000 + 303\,600\,000 = \text{US\$ } 8\,378\,600\,000$$

$$\underline{\text{Avantages totaux}} = 8\,378\,600\,000 + 9\,520\,000\,000 = \text{US\$ } 17\,898\,600\,000$$

⁴⁴ Voir annexe 1, 6, situation du système éducatif scolaire de 1986 à 2000

⁴⁵ une population moyenne calculée en fonction des données démographiques, voir annexe 1, 1.

⁴⁶ Ceci est considéré comme des revenus pour le système éducatif qui n'auraient pas pu être générés sans l'existence des nouveaux centres de formations universitaires privés.

⁴⁷ Le montant moyen dépensé pour un boursier par la Banque Centrale de la République d'Haïti en 2000.

⁴⁸ Conférence sur l'entrepreneuriat en Haïti, Ministère du Commerce et de l'industrie, mars 2002, Port-au-Prince.

⁴⁹ Prise de manière forfaitaire.

5.3. Les Coûts

L'IHSI estimait, lors de la publication des recensements de 1982, que la qualité de vie était meilleure en Haïti, avant l'accélération du mouvement migratoire aussi bien interne qu'externe. En effet, les coûts supportés par la société haïtienne à cause de l'émigration de ces travailleurs sont nombreux :

On peut citer parmi les plus importants :

- i) perte en ressources humaines qualifiées;
- ii) diminution de l'assiette fiscale (FEL, 1982), (Mihir A. Desai, Devesh Kapur et Mchale John, dec. 2001);
- iii)ralentissement de la croissance économique (Fel, 1982), (Fr. Daniel Boulier, déc. 1999);
- iv) importation de cerveaux pour des projets de développement et autres;
- v) baisse de production agricole;
- vi) perte d'emploi;
- vii) destruction des réseaux sociaux;
- viii) destruction de la vie familiale, etc...

Bon nombre de ces coûts ne sont pas quantifiables. Étant donné la nature de l'étude, une analyse avantages / coûts économiques, on utilisera le coût d'opportunité social de la main-d'œuvre qui est mesuré par la perte de production et de création de richesse due à l'émigration des travailleurs haïtiens. Se basant sur les calculs empiriques de Powers, 1981 (MAR, 2002) on estime le prix de référence de la main-d'œuvre haïtienne expatriée à : US\$ 1,70/heure (la main-d'œuvre spécialisée), US\$ 0,29/heure (main-d'œuvre rurale non spécialisée), US\$ 0,41/heure (main-d'œuvre urbaine non spécialisée). Étant donné la non existence de statistiques précises catégorisées pour la main-d'œuvre haïtienne expatriée, une moyenne de ces trois résultats permettra d'utiliser un prix moyen de référence de la main-d'œuvre haïtienne : US\$ 0,80/heure. Cette moyenne tient compte d'une part, autant des chômeurs sans revenus que des cadres qui ont eu un revenu nettement plus élevé que ce taux horaire avant l'émigration et d'autre part du caractère sélectif des politiques migratoires des pays d'accueil

qui au départ défavorise les chômeurs. Ce qui porte à supposer que dans le cas d'Haïti la majorité des travailleurs expatriés étaient engagés dans un processus de production.

5.3.1. Calcul des coûts

Le nombre total de travailleurs haïtiens expatrié est estimé à 1,5 millions en 2001. Pour garder un certain équilibre dans la démarche, l'étude va calculer les coûts pour les temps 0, 1 et 2, ie, 1961 = 0, puis 1961 à 1980, 1981 à 2001. La moyenne sera retenue comme le coût moyen de l'émigration pour la période considérée.

Calcul des coûts (Cts) de 1981 à 2001

le prix de référence de la main-d'œuvre : US\$ 0,80 ;

le nombre d'heure de travail par mois d'un travailleur: 200 heures;

le nombre d'expatriés moyen pour la période considérée : 1,5 millions

Le nombre total d'années d'émigration retenu : 40

$Cts = (0,80 \times 200) \times 1,5 \text{ millions} = 320 \text{ millions pour un mois}$

Sur une période de 12 mois : $320 \times 12 = \text{US\$ } 3\,840 \text{ milliards}$

Calcul des coûts (Cts) de 1961 à 1980

Le nombre d'expatriés moyen pour la période considérée : 1 million

$Cts = (0,80 \times 200) \times 1 \text{ million} = 160 \text{ millions}$

Sur une période de 12 mois : $160 \times 12 = 1\,920 \text{ milliards}$

Pour la période de 1961 à 2001 les coûts sont évalués à :

$3\,840 + 1\,920 / 2 = \text{US\$ } 2\,880\,000\,000 \text{ milliards} \times 40 =$

Coûts totaux = US\$ 112 000 000 000

La perte de production et de création de richesse due à l'émigration des travailleurs haïtiens est de plus de 2 milliards de dollars par an. Ce montant comporte toutefois un biais du fait que si les travailleurs ne s'étaient pas expatriés, ils auraient consommé une partie sinon la totalité de la richesse produite. De même, on pourrait envisager un effet multiplicateur de cette

création richesse sur la production totale ce qui impliquerait par ailleurs une augmentation des coûts supportés par la société haïtienne à cause de l'émigration de ces 1,5 millions de travailleurs. De ce fait, l'étude garde les coûts totaux de US\$ 112 000 000 000.

5.4. Les Externalités⁵⁰

5.4.1. Définition

L'AAC économique tient compte des externalités technologiques et ceux-ci traitent des effets d'interaction qui se produisent en dehors des marchés et affectent directement les utilités des consommateurs ou les fonctions de productions des entreprises. La notion d'externalités provient de la réflexion sur les firmes. Déjà présente chez Marshall (Principes..), elle est attribuée à l'œuvre de Meade (1952). L'approche sera renouvelée par la prise en compte du rendement social. Dans une première approche, on peut distinguer des externalités (économies) positives, d'externalités négatives ou désexternalités. (Vicente, 2001)..

Exemples (Callois, 2005) :

- Externalités technologiques positives : émulation positive, « atmosphère industrielle »
- Externalités technologiques négatives : effets de congestion (bruit, circulation etc.)

5.4.2. Mesure des externalités technologiques

Du fait de leurs complexités, les externalités technologiques ne sont pas correctement mesurées. Elles sont définies comme toutes externalités de R&D qui émanent d'un pays donné et profitent à d'autres pays. Généralement définies comme un transfert international de technologie, elles sont véhiculées par les IDE, les importations, les paiements technologiques étrangers, la collaboration internationale en R&D, la publication de papiers scientifiques et techniques et la mobilité d'une main d'œuvre qualifiée. En effet, l'efficacité globale de l'économie peut être améliorée par une main d'œuvre mieux formée et la disponibilité des connaissances technologiques et organisationnelles transférables au reste de l'économie. Ce point est fondamental pour le développement des économies les moins avancées. De nombreuses études empiriques corroborent cet argument. Comme le démontrent BORENS-

⁵⁰ Voir page 19, littérature sur les externalités.

ZTEIN, De GREGORIO et LEE (1995), par des tests économétriques menés sur 69 pays en développement, la manifestation de cet effet est étroitement liée au capital humain détenu par l'économie d'accueil.

Les externalités technologiques ne peuvent se diffuser sur l'ensemble du tissu productif. De même, il existe un effet de seuil au-delà duquel les externalités technologiques deviennent significatives. Pour un nombre important de pays, il y a une inadéquation entre les besoins des structures productives et les qualités des formations (BOUTROLLE, 1999). Il en résulte à la fois une faible productivité des nouveaux travailleurs et des effets d'apprentissage insuffisants pour générer des gains de productivité significatifs lors de l'introduction de nouvelle technologie. (HAMMAMI, MENEGALDO, 2001).

En fait, la technologie se mesure mal. On ne sait pas bien mesurer le progrès technique (P.T.). Au niveau national, celui-ci est considéré comme le résidu d'une fonction de production (en général de type Cobb-Douglas). On peut le faire aussi au niveau sectoriel. Cependant, comparer le progrès technique entre les secteurs est extrêmement difficile. On en est réduit souvent à mesurer le P.T par le nombre d'innovations qu'il y a eu dans un secteur donné, ou à des mesures analogues qui ne sont pas très convaincantes (on n'a pas de comparaisons des innovations en impacts potentiels, dans des secteurs économiques extrêmement variables). De ce fait, l'explication technologique est souvent présentée comme un *addendum* à d'autres explications.

5.4.3. Calcul des externalités technologiques

Le Programme des Nations Unies pour le Développement, dans son rapport sur le Développement Humain en Haïti en 2001 propose un Indicateur de Développement Technologique⁵¹ (IDT) de 0,093. On part de l'hypothèse que l'émigration des travailleurs haïtiens produit des externalités technologiques positives qui n'ont d'effet que sur la population des villes du pays. L'étude se basera donc sur cet IDT qu'elle appliquera au PIB per capita (pour essayer

⁵¹ L'IDT est destiné à évaluer le niveau d'innovation et de diffusion des technologies d'un pays, ainsi que le degré de formation des compétences humaines. L'IDT rend aussi compte de la capacité à participer aux innovations technologiques. (pour plus de détails, voir Annexe point 3, pp 8,9).

de capter les effets du progrès technique sur la production) multiplié par la population urbaine non migrante (à défaut de capter ce progrès technique de manière sectorielle) ayant bénéficié de ce transfert de technologie pour calculer les externalités technologiques positives pour Haïti pour 2001. Les externalités technologiques étant une résultante de l'émigration de travailleurs haïtiens, l'étude utilisera les données de la fin de la période couverte pour en calculer le montant.

$$\text{Ext.} = \text{US\$ } 706^{52} \times 0,093 \times 3\,240\,000^{53} = \text{US\$ } 212\,731\,920$$

5.5. Le taux d'actualisation

5.5.1. Définition

L'actualisation est l'opération mathématique qui permet de comparer des valeurs économiques qui s'échelonnent dans le temps : il s'agit de ramener la valeur future d'un bien, d'une dépense à une valeur actuelle. L'actualisation repose sur deux éléments essentiels : l'appréciation des flux monétaires (échancier des dépenses et recettes immédiates et futures, réelles ou fictives) et le taux d'actualisation (coefficient permettant de ramener le futur au présent). Le taux d'actualisation est un taux de substitution entre le futur et le présent ; il traduit la valeur du temps pour une entreprise ou une collectivité : c'est en quelque sorte le « prix du temps ». (BAUMSTARK & HIRTZMAN, jan. 2005).

L'actualisation constitue l'un des éléments de tout calcul économique inter temporel en permettant de répondre aux deux questions fondamentales : comment mesurer la rentabilité d'un investissement et comment choisir entre plusieurs investissements rentables ?

5.5.2. Choix du taux d'actualisation

Le taux d'actualisation de 10% (MARINI & CHARASSE, 2003) est retenu de manière conventionnelle dans les calculs économiques des projets publics en PED. Il est reconnu et utilisé par l'OCDE, l'UNESCO etc.. L'étude se propose d'appliquer ce taux dans le calcul de la VAN considérant le fait que l'émigration des travailleurs haïtien est perçue comme un pro-

⁵² PIB per capita haïtien, voir chap.3 quelques indicateurs socioéconomiques d'Haïti.

⁵³ Population urbaine d'Haïti, voir annexe page 1,2, situation géographique et données démographiques.

jet dont l'investissement initial est public⁵⁴ et dont les coûts et les avantages se répercutent sur l'ensemble de la collectivité. (voir fonction d'utilité, 1.1.1).

5.6. Calcul de la VAN

À partir de ces données, on peut construire le modèle et calculer la VAN :

$$VAN = -I_0 + \frac{\sum (R_t - C_t)}{(1+i)^t} + \frac{\sum Ext}{(1+i)^t}$$

VAN: Valeur Actuelle Nette totale de l'émigration des travailleurs haïtiens (1961 à 2001);

I_0 : Coût d'opportunité de l'investissement de l'État haïtien pour la formation du capital humain expatrié;

R_t : Revenus de l'émigration, transferts de fonds ou rente des facteurs de production transferts de compétences occasionnant des surplus de consommation pour la population non migrante;

C_t : Coûts de l'émigration pour Haïti, diminution des services de base due aux baisses de revenus fiscaux et à la diminution du capital humain, occasionnant une perte des facteurs de production;

Ext : Externalités technologiques, elles sont positives;

t : Nombre d'années d'émigration prises en compte : 40;

i : Taux d'actualisation de 10%.

$$VAN = -11\,875\,500 + \frac{(17\,898\,600\,000 - 112\,000\,000\,000)}{(1+0,1)^{40}} + \frac{212\,731\,920}{(1+0,1)^{40}}$$

$$VAN = \text{US\$ } -2\,086\,338\,875,53$$

On estime donc que si les travailleurs haïtiens étaient restés chez eux, du paysan cultivateur de riz de la région de l'Artibonite aux travailleurs hautement qualifiés, le pays aurait pu pro-

⁵⁴ Voir 5.1, calcul de I_0 .

fiter de la synergie de tous ces travailleurs, ce qui lui aurait permis de générer une richesse équivalente à plus de 2 milliards de dollars supplémentaires pour ces quarante dernières années. À noter que les gains de productivités générés par l'introduction de nouvelles technologies au pays ne sont pas suffisamment significatifs pour avoir un impact réel sur la VAN⁵⁵.

La décision de l'État haïtien de laisser s'expatrier ces 1,5 millions de travailleurs a donc un coût, US\$ 2 086 338 875,53. Ce qui amène à conclure au fait que l'émigration, toutes catégories de travailleurs haïtiens confondues, est une option désavantageuse pour la collectivité. Néanmoins, force est d'admettre que ce résultat comporte un biais du fait de l'utilisation de données non compartimentées. Aussi, serait-il pertinent, pour les besoins d'objectivité de l'étude, de capter les informations relatives à l'émigration des travailleurs haïtiens par catégorie, plus spécifiquement par niveau de formation. Ceci impliquerait la construction de deux VAN distincts pour chacun des groupes et favoriserait une meilleure compréhension du phénomène.

⁵⁵ Avant l'ajout des externalités technologiques la VAN était égal à US\$ -70 711 650 105,56.

6. Les conséquences de l'émigration des travailleurs haïtiens, point de vue empirique

6.1. Les effets de l'émigration sur l'économie haïtienne

Les taux élevés de migration créent des distorsions dans l'économie haïtienne et perturbent les différents marchés, de l'emploi, de biens et services (incluant la terre) ainsi que les marchés financiers. D'une part, l'émigration permet de contenir une surpopulation relative dans les milieux urbains et assure une aide à bon nombre de familles par le biais des transferts de fonds; toutefois, l'absence d'une politique adéquate de gestion de ces fonds et d'un plan d'intégration y relatif dans des projets de développement annule en fait ce potentiel. D'autre part, en ce qui a trait au marché du travail, la migration, tout en constituant un déversoir pour des milliers de sans emploi haïtiens, contribue à alimenter la pénurie de travailleurs qualifiés, ainsi que la fuite de cerveaux, laissant au pays un faible niveau de qualification et une certaine incapacité d'absorption des fonds disponibles auprès des bailleurs de fonds internationaux pour des projets d'envergure au pays (Lowell et Findlay 2003).

6.1.1. Effets sur les objectifs de développement

L'analyse des effets de l'émigration des personnes hautement qualifiées est assez complexe d'autant plus qu'il ne s'agit plus de simples déplacements de capital humain d'une économie sous-développée vers des économies hautement industrialisées, mais d'une mobilité internationale d'une main-d'œuvre spécialisée. Ce capital humain constitué en Haïti, pour ce qui concerne cette étude, aux frais de la collectivité, dans le but d'accroître la productivité nationale, est transféré aux grandes nations industrialisées qui bénéficient alors d'un « don » (Feld 1982) ou d'une aide sous la forme d'un accroissement de leur capacité productive. Haïti « perd à ce moment la possibilité de récupérer une partie sinon la totalité de l'investissement auquel il a consenti pour constituer ce capital humain » (Fall, 2000).

Ce mouvement migratoire affecte indéniablement la réalisation d'objectifs essentiels que s'assigne Haïti :

- Constituer une main-d'œuvre de qualité qui est nécessaire à l'accélération de son processus de croissance;
- Intensifier son capital humain dont le rôle est essentiel à la modernisation de la structure économique;
- Améliorer les ressources humaines nationales qui doivent favoriser la création d'institutions scientifiques et technologiques locales garantissant une certaine autonomie par rapport aux économies industrialisées.

Par ailleurs, la diffusion des connaissances que les migrants ont acquises à l'étranger et qu'occasionne leur retour au pays, favorise la croissance du produit per capita et, ainsi, réduit l'incitation à émigrer (Domingos Dos Santos et Postel-Vinay, 2003, Dialogue, juin 2003).

En général, force est d'admettre que d'une certaine manière, l'émigration promeut le développement économique du pays car étant d'une part une source de change du dollars américain renvoyé par les travailleurs expatriés tout en réduisant le chômage sur le marché du travail saturé et en soulageant d'autre part la surpopulation et d'autres aspects de la pauvreté nationale (Henkinbrant, 2001).

6.1.2. Effets sur la production rizicole haïtienne

Quoiqu'il n'existe aucune étude spécifique démontrant la corrélation négative entre l'exportation de main-d'œuvre et la baisse de la production de riz en Haïti, il est à noter que l'intensification de ce phénomène migratoire coïncide avec une baisse considérable de plus de 50% de la production de riz dans l'Artibonite pour les quarante dernières années. La modification des structures de marché et toutes les distorsions ayant trait soit aux grandes perturbations politiques locales, soit aux mouvances régionales (Caraïbe et Amérique Latine) entre autres, doivent certes être prises en compte dans le cadre d'une étude plus poussée sur la question.

6.1.3. Effets sur le niveau de bien-être de la population non migrante

Compte tenu du fait de la diminution des revenus fiscaux induite par l'émigration des personnes générant des revenus élevés, suivant le principe fiscal de la redistribution des revenus, on conclut que la population non migrante, reçoit moins de services de la part de l'État. On peut déduire qu'il y a dans ce contexte une baisse de Surplus de Consommation. De plus, l'UNESCO dans une étude publiée en 2000 a montré l'impact de l'éducation d'un pourcentage de la population sur le niveau de bien-être de toute la communauté. Moins, il y a de gens éduqués dans une communauté plus bas est le niveau de bien-être collectif.

Cependant, les apports des émigrants, qui sont principalement utilisés pour la consommation ou dans des placements bancaires, remplissent à la fois une fonction d'assistance permettant à de nombreuses familles de survivre et une fonction d'investissement socioéconomique pour l'avenir des migrants eux-mêmes. En fait, ces transferts apportent une illusion de bien-être aux ménages qui en bénéficient sans créer un impact réel sur l'ensemble de la collectivité.

6.1.4. Sur l'Habitat

L'un des effets positifs (données non chiffrées) retenus par le Ministère des Haïtiens d'Outre-Mer est l'amélioration de l'habitat. Le secteur de la construction a connu en effet une croissance soutenue ces trente dernières années selon les données de l'IHSI, particulièrement en zones rurales où les émigrés investissent soit pour des raisons de minimisation de risque⁵⁶ soit pour des raisons de *self estime*. De toute manière c'est la population non migrante qui en bénéficie.

6.1.5. Sur le Capital Humain

Paradoxalement, une infime partie de cette main-d'œuvre qualifiée expatriée, environ 1,1% pour les quarante dernières années, retourne en Haïti après avoir amélioré son capital humain. C'est précisément grâce à l'émigration, au Canada et dans une moindre mesure aux États-Unis d'Amérique, des personnes ayant un niveau de qualification élevé, que Haïti constitue son stock de connaissances scientifiques et techniques. De ce point de vue, l'émigration

⁵⁶ En Haïti, les prix dans le secteur de la construction sont en hausse continue

d'une partie du Capital Humain est une source d'avantages substantiels pour le pays qui, compte tenu de ses contraintes financières n'aurait jamais pu affecter des ressources importantes dans la formation à haut niveau. Haïti bénéficie donc de deux effets d'un accroissement de productivité, d'abord une plus grande quantité de science et de technique mais aussi, à moindre coût.

La création de plusieurs centres universitaires, dont le deuxième en importance après l'Université d'État d'Haïti, l'Université Quisqueya dans les années 90, en est l'un des exemples les plus éloquents. Ce transfert de compétence pourrait être certes perçu comme une œuvre de perpétuation du cercle vicieux de la formation inefficace, du fait de l'incapacité persistante d'Haïti à utiliser ce capital humain à l'augmentation des surplus de consommation ou autres. Cependant, il demeure, comme le soutient Feld, 1981, dans sa thèse nationaliste, une possibilité pour Haïti, à un moment donné de « définir une politique de développement telle qu'elle puisse utiliser à bon escient cette main-d'œuvre hautement qualifiée ou la négocier de manière rentable, s'agissant d'une main-d'œuvre de moindre qualité, avec d'autres économies en manque de ce type de main-d'œuvre. »

7. Conclusion

L'évolution du phénomène migratoire haïtien invite forcément à s'interroger, d'une part, sur le devenir de la structure sociale haïtienne qui se désagrège et s'appauvrit et surtout, d'autre part, sur les politiques publiques à mettre en œuvre, tant en matière de migration que de développement. Véritable défi pour les citoyens non migrants, gouvernants et gouvernés la gestion de la problématique migratoire haïtienne est essentielle à la survie du pays. Faut-il s'aligner sur des pays africains et latino-américains qui prônent un retour au pays, en faire un mouvement international, tiers-mondiste?

Quand retour il y a en effet, il est très positif pour le développement du pays dans le sens d'une accélération du développement scientifique et technique et d'une internationalisation des activités scientifiques nationales.

Conjointement à leurs efforts pour favoriser les retours, les pays victimes de l'"exode" des compétences ont cherché à transformer cette difficulté en atout en menant une politique volontariste de constitution de diasporas scientifiques et techniques, c'est-à-dire d'une mise en réseaux des cadres scientifiques et techniques expatriés (Anne-Marie et Jacques Gaillard 1999), (Fr. Daniel Boulier, déc. 1999) autour des laboratoires et Instituts de recherche du pays. Ces réseaux sont facilités par les techniques modernes de communication comme Internet et par la connexion devenue habituelle, à travers le monde, entre chercheurs de la même discipline. Le plus connu de ces réseaux constitutifs d'une diaspora scientifique et technique est sans doute le réseau colombien CALDAS qui réunissait 1000 scientifiques et étudiants expatriés, en 1995. Le but est, à travers ces réseaux, de maintenir les liens avec les nationaux pour parfaire l'information scientifique et technique dans le pays et contribuer à l'internationalisation des communautés scientifiques nationales. De plus, au besoin, on peut également faire appel aux expatriés pour des tâches ponctuelles sur le terrain. Ainsi, le "brain overflow" se meut en un "brain pool", une réserve de cerveaux.

Mais, pour qu'une telle politique nationale réussisse à transformer la fuite des cerveaux en atout pour le développement, cela suppose que le pays se soit pris en main et ait fait la mise en train d'un plan de développement socioéconomique adéquat et possède au moins une pe-

tite communauté scientifique et technique, un noyau de référence. Sans cela, sur quelle base locale organiser des échanges scientifiques?

A l'heure où les États du G8 et les organisations financières internationales s'accordent pour réduire ou annuler la dette financière des pays les plus démunis de la planète, il est souhaitable et logique que les pays développés reconnaissent l'apport en cadres qualifiés scientifiques et techniques que leur fournissent ces pays les plus démunis : c'est là une véritable dette en capital humain qu'ils ont contractée vis à vis de ces derniers et sur laquelle ils se doivent de se concerter pour trouver une manière équitable de s'en acquitter.

8. Bibliographie

1. Feld 1982 : Serge FELD, (1982) – *Les conséquences économiques de l’émigration de main d’œuvre qualifiée des pays sous-développés*, Thèse de Doctorat, Université de Liège.
2. BRISSON-LAMAUTHE 2003 : Nathalie BRISSON-LAMAUTHE (2003) *Économie des transferts privés en Haïti*, Dossiers spéciaux, PNUD.
3. FALL, 2000 : Salif Sada FALL, (Février 2000) - *Accumulation de Capital Humain, Exode des compétences : le cas du Sénégal*, Centre de Recherche en Économie Appliquée, Dakar, Sénégal
4. GARSON, JP and et G. TAPINOS, 1981 : Jean-Pierre Garson et Georges Tapinos (1981) *L’argent des immigrés*, Institut National d’études démographiques, Presses Universitaires de France.
5. PNUD (février 2004), Bilan commun des pays, Haïti, Aperçu géographique, en ligne: http://www.haiti2004lakay.com/haiti/pnud/Bilan_commun_de_pays/BCP/texte_complet杜_bcp.html
6. Banque Mondiale, 2001, *Haïti Country Data et Country Profile*, en ligne : http://www.worldbank.org/data/countrydata/aag/hti_aag.pdf
<http://www.worldbank.org/data/countrydata/countrydata.html>
<http://devdata.worldbank.org/external/CPPProfile.asp?SelectedCountry=HTI&CCODE=HTI&CNAME=Haiti&PTYPE=CP>
7. Institut haïtien de statistiques et d’informatique, IHSI (1999 – 2000) *Enquête sur le Budget et la Consommation des Ménages*. Port-au-Prince, Haïti.
8. BIT 2003: Lowell, B.L et A. Findlay (février 2003) *L’émigration des personnes hautement qualifiées de pays en développement: impact et réponses politiques*, Cahiers de Migrations Internationales, Bureau International du Travail, Genève.
9. GITTINGER J. Price, (1985) *Analyse Economique des Projets Agricoles*, Economica.
10. Dialogue (juin 2003) L’impact de l’Émigration sur les pays d’origine : État de la Recherche, Dialogue, numéro19.
11. Fernand Martin, *Évaluation des Projets Publics*, manuel de cours 2002 - 2003, Université de Montréal.
12. IMF (fév. 2002) *Remittances to Latin America and the Caribbean*.

13. Mihir A. Desai, Devesh Kapur et Mchale John (dec. 2001) *The fiscal impact of the brain drain : Indian Emigration to the U.S.*
14. Armand Colin (2001), *Dictionnaire des Sciences Économiques*.
15. Anne-Marie et Jacques Gaillard, (1999) *Les enjeux des migrations scientifiques internationales. De la quête du savoir à la circulation des compétences*, L'Harmattan, Paris.
16. Fr. Daniel Boulier, (déc. 1999) *La migration des compétences : enjeu de justice et de solidarité internationale* – People on the Move - #81.
17. PNUD (2000), *LES PRINCIPALES DIMENSIONS DU DEVELOPPEMENT DURABLE EN HAÏTI*, Rapport annuel sur le développement humain.
18. IOM (2003), International Organization for Migration, *Managing migration, challenges and responses for people on the move*, World Migration .
19. DPNU (2002) l'International Migration Report 2002, Division de la population des Nations Unies.
20. CIA World Factbook, (feb 2003). en ligne:
<http://www.cia.gov/cia/publications/factbook/geos/ha.html>
21. Sjaastad, (1960) Migration as an economic Process, (juillet 2004) en ligne :
<http://econ.la.psu.edu/dshapiro/463ic.htm>
22. Henkinbrant, 2001 : Luc Henkinbrant, (juin 2001), *Les Migradollars, état des (mé)connaissances*, Cire. Enquête en matière de politique d'immigration et d'asile, Fondation Roi Baudouin.
23. Leonor G. et F. Gubert (1999) *Immigrés, acteurs de développement Nord/Sud ?* . Séminaire Panos. En ligne : http://www.panosparis.org/fr/migra_present_rapport.php.
24. Multilateral Investment Fund, Inter-American Development Bank, *Remittances to latin America and the caribbean*, (Fév. 2002).
25. Amin 1978: Galal A. Amin (Feb. 1978) *Project Appraisal and Income Distribution in Developing Countries* (co-edited with J.MacArthur) a special issue of *World Development*, Oxford.
26. Ward 2001: Colin Ward, (2001) *La Liberté de Circuler*.

27. Lobna HAMMAMI, Fabienne MENEGALDO (nov. 2001) *Ouverture et externalités internationales de la R&D : une analyse au Sud de la Méditerranée*1; CERESUR, Université de la Réunion Colloque International d'Économie, Tunis, sur le thème «Le partenariat euro-méditerranéen : six ans après Barcelone».
28. Jean-Marc CALLOIS, (Fév. 2005) *La géographie des activités économiques : Convergence ou divergence?*
29. Jérôme Vincente, (2001) *Économie régionale et urbaine*; Institut d'Études Politique de Toulouse. http://www.univ_tlse1.fr/cereps/present/Vincente.html
30. MIF (fév. 2003) *Sending Money Home: An international comparaison of remittance markets*, Inter-American development Bank.
31. Philippe HIRTZMAN & Luc BAUMSTARK (jan. 2005) *Révision du taux d'actualisation des investissements publics*, Rapport du groupe d'experts présidé par Daniel LEBÈGUE, France.
32. MARINI Philippe & CHARASSE Michel - *Projet de loi de finances pour 2003 - TOME III - LES MOYENS DES SERVICES ET LES DISPOSITIONS SPÉCIALES (Deuxième partie de la loi de finances) - Affaires étrangères : Aide au développement.*

9. Annexe 1 : Haïti, portrait d'un pays exportant massivement sa main-d'œuvre



La République d'Haïti⁵⁷ porte le nom de l'île qu'elle partage avec la République Dominicaine. Peuplée par des indiens au moment de sa découverte par Christophe Colomb en 1492, l'île fut baptisée Hispaniola. L'atrocité du régime colonial instauré par les Espagnols puis par les anglais et les français décima la population indienne qui fut remplacée par des esclaves noirs venus d'Afrique. Colonie française pendant plus de cent ans (1697-1804), elle a vaincu l'armée napoléonienne de près de 60,000 hommes et proclama son indépendance le 1^{er} janvier 1804. Des gouvernements militaires se succédèrent au 19^{ème} puis au 20^{ème} siècle pendant lequel il y eut deux occupations américaines. La dernière constitution en

vigueur date de 1987, elle prévoit l'instauration d'un régime démocratique garanti par l'alternance politique. À la fin du siècle dernier, il y eut quelques tentatives avortées de démilitarisation du pouvoir politique, jusqu'au retour de l'exil, sous le couvert d'une occupation américaine en 1994, du président civil Jean Bertrand Aristide qui abolit les Forces Armées par un décret présidentiel. Depuis mars 2004, Haïti est dirigée par un gouvernement provisoire sous tutelle des Nations Unies. Autrefois perle des Antilles, Haïti est aujourd'hui le pays le plus pauvre de l'hémisphère américain.

1.- Situation Géographique et Données Démographiques

Haïti est située au centre des grandes Antilles entre Cuba et la Jamaïque. Sa superficie est de 27 750 km² dont 1 771 km de littoral. Le pays compte neuf départements géographiques. Sa population est estimée en 2000 à 8,1 millions d'habitants, soit une densité moyenne de 290 habitants par km².

⁵⁷ Haïti, nom indien qui signifie terre haute et montagneuse.

**Répartition de la population haïtienne par département géographique
Années 1990, 1995 et 2000**

Département	1990	1995	2000
Ouest	2149631	2494862	2892856
Nord	699935	759318	824136
Sud	613490	653398	696178
Sud-Est	435069	457013	480234
Artibonite	925990	1013779	1110450
Nord-Ouest	378439	420971	468520
Grande-Anse	598523	641399	687645
Nord-Est	233371	248764	265298
Centre	451599	490790	533647
Total	6486047	7180294	7958964

Source : Institut Ha

IHSI)

Malgré l'urbanisation accélérée de ces dernières années, environ 60% de la population vit encore en zones rurales marquées par la dispersion de l'habitat et le très faible niveau d'équipement en infrastructures. Les villes principales, à l'exception d'une seule⁵⁸, sont côtières et surpeuplées. Port-au-Prince, la capitale, connaît depuis la fin de la dictature des Duvaliers⁵⁹, en 1986, un développement accéléré et incontrôlé atteignant une densité, dans certains quartiers populeux, de plus de 2 500 habitants par hectare⁶⁰. L'espérance de vie à la naissance⁶¹ se situait entre 52 et 55 ans pour ces vingt dernières années. L'indice de développement humain (IDH) est de 0.544, tandis que l'indice de pauvreté humaine (IPH1) est de 17.8 %.

L'évolution de la population haïtienne se présente comme suit⁶²

	1950	1971	1982	2000	2005
Population totale	3.097.220	4.329.991	5.053.793	7.958.964	8.821.709
Taux d'accroissement annuel (en %)	1.61	1.42		2.08	
Augmentation nette		1.232.771 (sur 19 ans)	723.802 (sur 11 ans)	2.905.171 (sur 18 ans)	862.745 (sur 5 ans)
Augmentation annuelle moyenne		64.883	65.800	161.398	172.549

⁵⁸ La ville de Hinche, chef lieu du Département du Centre, zone enclavée, montagneuse et moins pourvue en terre agricole.

⁵⁹ Dictature instaurée par François Duvalier puis par son Fils Jean-Claude qui le succéda au pouvoir (1957 – 1986).

⁶⁰ Données de IHSI, Institut Haïtien de Statistiques et d'Informatique, Recensement, 2000***

⁶¹ voir tableau #2

⁶² source EBCM, 1998, Institut Haïtien de Statistique et d'Informatique, IHSI

On constate une croissance continue de la population haïtienne au cours des cinquante dernières années avec une augmentation annuelle qui a approximativement triplé sur ces vingt dernières années. Par ailleurs:

- le taux brut de Mortalité (TBM) est passé de 22,1 pour mille en 1960 à 9,6 pour mille en 2000;
- le taux brut de Natalité (TBN) est passé de 41,98 pour mille en 1960 à 32,7 pour mille en 2000;
- l'indice synthétique de fécondité (ISF) est passé de 6,3 enfants par femme en 1960 à 4,4 enfants par femme en 2000;
- la proportion de la population que représentent les femmes en âge de procréer n'a sensiblement pas varié de 23,5 en 1960 à 24,98 % en 2000;
- En 2000, l'âge médian est 19,9 années (50 % de la population se retrouve en dessous de cet âge);
- L'espérance de vie à la naissance est passé de 43, 57 ans dans la période 1960-65 à 60,32 ans dans la période 2000-2005

De l'évolution des paramètres précédents, on peut noter qu'Haïti est en pleine transition démographique. En effet le taux de croissance moyen annuel pour Haïti qui atteint actuellement 2.08 % par an est à la hausse, **tendance** due à une forte baisse du taux de mortalité (plus de 50%) alors que le taux de natalité n'a connu qu'une légère baisse (moins de 25%). Il est à noter que le taux de croissance de la population rurale entre 1950 et 1982 était de 1,06%, inférieur donc à celui de la population totale et presque trois fois moins que le taux urbain pour la même période. Le taux de croissance actuel de la population totale à 2.08% implique que :

- La population actuelle sera doublée dans environ 34 ans;
- Une densité de population au km² très élevée. En 1990, contrairement aux autres pays de l'Amérique Latine qui en moyenne ont eu une densité de population estimée à 23 hab/ km², Haïti avait une densité de population égale à 234 hab/ km² soit 10 fois plus. On avait prévu une densité moyenne de 279 hab/ km² pour l'an 2000. L'Ouest⁶³ et l'Artibonite⁶⁴ restent les départements les plus densément peuplés. Le département de l'Ouest atteindra pour la même période une densité un peu plus que deux fois la densité moyenne nationale soit 598 contre 287 hab/ km².

1.1- Structure de la population

Comme bons nombres de pays en voie de développement, Haïti a une structure démographique en forme pyramidale.

⁶³ Port-au-Prince, chef-lieu du département de l'Ouest est la capitale d'Haïti. Tout s'y concentre, les affaires tant économiques, qu'administratives etc...

⁶⁴ Le Département de l'Artibonite c'est la région du pays qui est arrosée par le seul fleuve qui porte le même nom et qui produit du riz tant pour la consommation locale que pour l'exportation.

Répartition de la population totale par grand groupes d'âges pour les recensements réalisés en 1950, 1971 et 1982 et pour les projections de 1990, 2000 et 2005⁶⁵.-

GROUPES D'AGES	POPULATION TOTALE en %					
	1950	1971	1982	1990	2000	2005
0-14 ANS	38	41	39	40	40	39
15-64	58	54	55	56	56	57
65 ANS ET +	4	5	6	4	4	4

La population haïtienne est jeune, c'est donc une population en devenir. En effet, près de 40% de la population ont moins de 15 ans dont 15% de moins de 5 ans. La population en âge de travailler, de 15-64 ans, représente 56%, soit plus de la moitié de la population totale dont un peu plus de 40% sont des femmes en état de procréer. Les personnes âgées de 65 ans et plus représentent approximativement 4% seulement de la population totale. Cette structure est le résultat combiné de facteurs démographiques internes : Une natalité relativement élevée (taux brut de natalité de 43,1 par 1000) ; un taux synthétique de fécondité de 4,4 enfants par femme ; une mortalité maternelle de 457 pour 100,000 naissances et une émigration masculine aux âges actifs.

La distribution par sexe montre en l'an 2000 que le rapport de masculinité est égal à 96, c'est-à-dire pour l'année considérée on a estimé que pour chaque 100 femmes il n'y a que 96 hommes. Cette situation peut être expliquée, en grande mesure, par une émigration masculine plus importante compte tenu du fait également que le taux de scolarisation des hommes⁶⁶ est plus élevé que celui des femmes.

1.2- Urbanisation

% de la Population par zone rurale ou urbaine (1986/87 et 1999/2000)

	1986 / 1987	1999 / 2000
Port-au-Prince (la capitale)	13.4	20.7
Autres villes	14.7	14.2
Rural	71.9	65.1
Total	100	100

Haïti reste un pays peu urbanisé en dépit du fait que les données sous étude montrent une certaine croissance du taux d'urbanisation, lequel est passé de 12,23 en 1950 à 24,53 en 1982. De 1950 à 1982, la population urbaine a crû très rapidement à un taux dépassant toujours celui de l'accroissement de la population totale (4.04 % entre 1950 et 1971 et 3,26 % entre 1971 –1982 versus 1.61 et 1.42 respectivement pour l'ensemble). Il est à rappeler que le taux de croissance de la population rurale entre 1950 et 1982 était de 1,06%, presque trois fois

⁶⁵ source EBCM, 1998 Institut Haïtien de Statistique et d'Informatique, IHSI.

⁶⁶ Le mouvement migratoire haïtien tant interne qu'externe est d'abord masculin puisque lié à la recherche de compétence et au phénomène du brain drain

moins que le taux urbain pour la même période. En 1950, 88 % de la population totale vivait en milieu rural. En 1971 on y retrouvait approximativement 80 % de la population totale et 75 % en 1982. D'après les chiffres préliminaires de l'Enquête sur le Budget et la Consommation des Ménages (1999), le taux d'urbanisation serait déjà supérieur à 42 % et les données sur les migrants au niveau de l'Aire Métropolitaine montrent une accélération de l'urbanisation.

Les écarts observés dans l'évolution de la répartition de la population urbaine au niveau des différents départements sont encore plus disparates que ceux observés dans la répartition totale de la population. Pour les trois recensements, le département de l'Ouest présente la plus forte concentration urbaine. Entre 1950 et 1971, il accusait un taux de 5,7% (supérieur à la croissance totale urbaine 4,04%). Ce taux passait à 3,5% entre 1971 - 1982 (toujours supérieur à la croissance urbaine totale, soit 3,26%). En 1982, plus que la moitié de la population urbaine totale, soit 61,52% se retrouvait dans l'aire métropolitaine de Port-au-Prince.

La zone urbaine du département de l'Ouest depuis 1971 constitue, après l'étranger, le plus important pôle d'attraction du pays. Quantitativement, pour la majorité des personnes qui changent de résidence, le principal point de chute reste le département de l'Ouest, et plus particulièrement, l'Aire Métropolitaine de Port-au-Prince. Selon les résultats du recensement national de 1982, du total des gens qui changeaient de résidence, l'Aire Métropolitaine recevait déjà 384,288 migrants soit 47,11% du total des migrants et 53,40 % de la population de l'Aire métropolitaine.

Par ailleurs, en 1999, l'Aire Métropolitaine hébergeait un peu plus de 60% de la population urbaine totale avec une population de 15 fois supérieure à celle de la deuxième ville du pays, le Cap-Haïtien. Après le département de l'Ouest on trouve l'Artibonite, la Grand-Anse, le Nord-Ouest qui gardent toujours un niveau de croissance élevé, bien qu'il ait baissé ces dernières années.

En dépit du déséquilibre, sur le plan de l'urbanisme, qui existe entre le département de l'Ouest et les autres départements d'une part, entre l'Aire Métropolitaine et le reste du pays d'autre part, une situation chaotique reste commune à toutes les villes du pays : concentration humaine, insalubrité, insécurité, etc..

1.3- Migration interne

L'analyse des déplacements internes de la population permet d'apprécier les répercussions économiques et sociales que ces déplacements créent tant dans les lieux d'origine que dans les lieux de destination.

Dans le recensement de 1982, 815.800 personnes soit 16,14% du total de la population avaient été recensées dans un lieu différent de celui de leur lieu de naissance. Si l'on se réfère à une enquête migratoire récente de l'ONM /O.I.M. menée au niveau de dix quartiers populaires de la capitale haïtienne, 72% des personnes rencontrées sont des migrants et 70% environ d'entre eux sont d'origine paysanne. Les femmes prédominent les flux internes jusqu'à une proportion de 51.2% . La tendance est inverse pour les flux se dirigeant vers l'extérieur.

D'après cette même étude, 57% des migrants interviewés sont arrivés dans la zone métropolitaine au cours des cinq dernières années. On a aussi noté que 62,1% des migrants sont des personnes en âge de travailler contre 35.9% qui sont des jeunes de moins de 15 ans. Plus de la moitié de ces migrants sont célibataires.

Autre fait important révélé par cette enquête: plus d'un quart de la population migrante serait prête à laisser l'aire métropolitaine de Port-au-Prince pour retourner dans sa zone d'origine si les conditions minima étaient réunies. La principale cause de migration évoquée est le manque d'accès à l'éducation dans les départements d'expulsion et la deuxième cause l'existence d'un réseau des parents habitant à Port-au-Prince.

2.- Données Socio-Économiques

La problématique de l'économie haïtienne rencontre celle de la gouvernance en générale. Fonctionnant avec un faible degré d'institutionnalisation, le système économique bloque les opportunités de la grande majorité de la population. On constate dans l'ensemble :

- un éparpillement des activités économiques et la tendance à l'abandon de la production en faveur de la consommation, ce qui transforme le pays en un vaste marché pour des voisins plus productifs ;
- une paupérisation massive, ce qui met un plafond implicite à la production de nouvelles richesses durables ;
- une ouverture brutale, sans préparation, de l'économie, après qu'elle ait accumulé des retards immenses dans des ajustements qui, mis en application d'un coup et sans coordination, provoquent des distorsions tant économiques que sociales ;

Le PIB per capita en 1999 n'atteignait pas US\$ 1,500.00. Tandis que le revenu per capita était en 2000 autour de US\$ 480.00. Le secteur tertiaire connaît un développement sans précédent. Il atteint 47,6% de part du PIB en 97/98 contre 36,6% vingt ans plus tôt. Ce développement s'est fait au détriment du secteur primaire qui de 41,8% en 75/76 est passé en 97/98 à 31,5% de part du PIB.

Haïti : Indicateurs d'économie (1998 – 1999).-

INDICATEURS	SOURCES	PUBLIE PAR	VALEUR
PIB per capita (en gdes à prix courant) 98-99.	IHSI	IHSI	8555.3
	EMMUS III	IHE	9721
Pourcentage de population qui reçoit moins de 1 \$ par jour.	Policy project 1993	Sécrétairerie d'Etat à la Population	65 en milieu urbain, 80 en milieu rural
Taux de chômage par sexe.	EMMUS II	IHE	62.3 (F)

			13.9(H).
Taux de participation de la main d'œuvre par sexe.	Rapport Charmes	IHSI-PNUD	50.47 % (H) 42,29 % (F)
Pourcentage de travailleurs en secteur non agricole, par sexe.	EMMUS II EMMUS III	IHE IHE	80.9(F) 33.6(H) 89.5 (F)

65% de la population vivant en milieu rural est pauvre⁶⁷ tandis que le taux est de 80% en milieu urbain. La banque mondiale estime aujourd'hui que 80% des 2/3 de la population qui vit en zone rurale sont des pauvres. Les 2/3 de ceux-ci sont en réalité extrêmement pauvres. Par ailleurs, 4% de la population possède 66% des ressources de tout le pays tandis qu'à l'autre extrême, 70% ne disposent que de 20% du revenu. Le taux de chômage est de 62,3% pour les femmes et de 13,9% pour les hommes. Ces données sont biaisées du fait de la structure géographique encéphalique d'Haïti avec une capitale qui héberge plus du quart de la population totale du pays.

2.1- L'informalisation croissante de l'économie

En Haïti, le poids du secteur informel n'a cessé de croître ces dernières années. L'informalisation constitue, après l'émigration, une soupape de sécurité pour la société haïtienne. Le secteur informel se développe en liaison avec l'exode rural et en conséquence des crises qui ont marqué le secteur formel (industrie d'assemblage et entreprises industrielles dont la production était destinée au marché national, entre autres). La faiblesse de l'État conduit des entreprises du secteur moderne à choisir l'informalité. En outre, en 2001, on a assisté à la prolifération d'institutions financières de micro-finance et coopératives dont une partie fonctionne sur un mode informel. Cette informalisation est mal saisie statistiquement. La production du secteur informel est estimée, souvent à partir de tendances, qui ne rendent pas compte de l'accélération en cours du phénomène. Cette sous-estimation est d'autant plus forte que les bases de la comptabilité nationale sont fragiles et que le phénomène progresse fortement. Au total, l'informalisation croissante conduit certainement à une sous-estimation du PIB, qui accentue le décalage entre l'évolution du produit par tête et celle de la pauvreté.

2.2- L'économie illicite

L'économie illicite constitue une réalité indéniable en Haïti, mais son évaluation est particulièrement difficile. Comme l'indique le BCP, Haïti de par sa situation géographique est « particulièrement vulnérable au trafic de la drogue ». Le pays est en effet situé entre le principal

⁶⁷ Pourcentage de population qui reçoit moins de 1 \$ par jour.

consommateur du monde (les États-Unis) et l'un des principaux producteurs (la Colombie). On estime qu'autour de 45 tonnes de cocaïne ont transité par le pays en 1998⁵. Faute d'informations suffisantes sur les mécanismes opérationnels de ce trafic, il est difficile d'évaluer les revenus qu'il engendre. On pourrait penser que les couches les plus pauvres de la population sont peu concernées, sauf à travers des mécanismes de redistribution que l'on n'est pas en mesure de cerner. L'économie illicite ne se limite pas au trafic de drogue, même s'il s'agit là de la partie la plus florissante. La contrebande, par exemple, occupe une place importante et touche une frange plus diversifiée de la population. Ces activités illicites génèrent des flux de revenus qui ne figurent pas dans les comptes économiques du pays. Leur absence minore le revenu disponible et contribue à accroître l'écart entre le niveau de développement humain et la base économique dont il est issu. Au total, il est indéniable, vu la convergence des indicateurs, que la pauvreté a régressé en Haïti entre 1987 et 2000, l'amélioration étant particulièrement sensible entre 1994 et 2000. Malgré ces progrès, près de 4 millions d'Haïtiens sont pauvres et 40% des ménages ont un membre qui a faim au moins une fois dans la semaine.

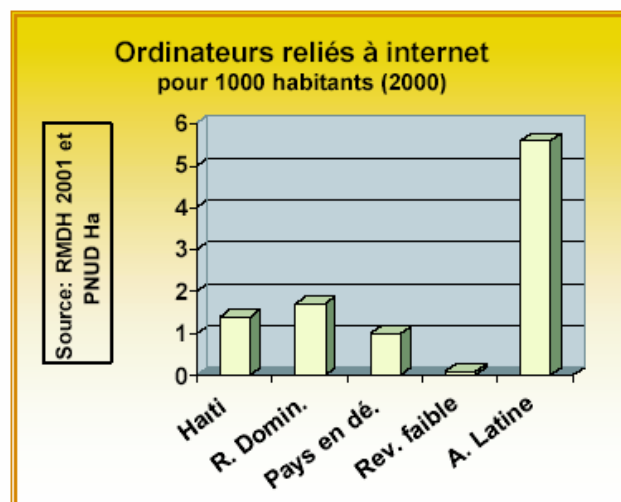
Par ailleurs, les améliorations enregistrées ne se situent pas dans le cadre d'un processus de développement humain durable. En effet, la diminution de la pauvreté est imputable à des facteurs que l'on doit qualifier de fragiles, et dont la pérennité est extrêmement douteuse. Ils dépendent en effet de variables qui, pour l'essentiel, ne sont pas maîtrisées dans le cadre de la dynamique productive du pays: la pauvreté diminue non pas parce que le pays produit plus et sur un mode durable, mais (i) parce qu'il bénéficie de revenus provenant de l'extérieur, comme les transferts des migrants et l'aide internationale; et (ii) parce que le produit intérieur comporte une part croissante d'activités qui n'ont pas un caractère pérenne: le secteur informel relève pour l'essentiel des stratégies de survie et il est souvent dans une situation de prédateur par rapport à l'environnement; par ailleurs, l'économie illégale est, bien entendu, par essence, fragile.

3.- L'accès à l'information et le développement technologique

L'Indicateur de Développement Technologique (IDT).-

L'accès à l'information constitue une dimension importante du développement socioéconomique et un complément nécessaire à la formation de la population. En ce qui concerne les technologies anciennes, la radio est le moyen le plus utilisé en Haïti. Au moins une fois par semaine les 2/3 de la population écoutent la radio, par rapport à 30% qui regardent la télévision, et un peu plus d'un quart qui lit le journal. Compte tenu du fait que Haïti jouit d'une presse assez diversifiée et libre, on peut supposer que la population urbaine est assez bien informée, ce qui est moins vrai en milieu rural.

L'IDT⁶⁸ pour Haïti a été calculé à l'occasion du Sommet de l'Internet haïtien organisé en décembre 2001. Dans la composition de l'IDT, quatre caractéristiques ont été sélectionnées, afin de permettre de tirer profit de l'ère des réseaux: i) *l'innovation technologique*, qui constitue le plus haut niveau du développement technologique mondial. Haïti montre sa grande faiblesse avec 2 brevets en 1998, et un nombre de licences inconnu. ii) *la diffusion de technologies récentes* (pour bénéficier des possibilités dans le domaine), comme les ordinateurs reliés à l'Internet ou les exportations à haut contenu technologique, où Haïti montre une situation plus nuancée. iii) *la diffusion des technologies anciennes* (comme le téléphone ou l'électricité, qui sont des préalables à la diffusion des nouvelles technologies); Haïti montre un grand retard dans cette catégorie. iv) *les compétences humaines* (indispensables à l'invention et à l'utilisation des nouvelles technologies), où Haïti a fait certains progrès.



L'analyse des différentes dimensions montre l'existence d'inégalités dérivées d'abord de l'accès aux technologies anciennes, qui entravent l'accès aux NTIC dans les zones rurales. L'accès à une ligne téléphonique et à l'électricité est de beaucoup plus facile à Port-au-Prince que dans les zones rurales du pays. L'indicateur de développement technologique (IDT) correspondant pour Haïti est donc de 0,093. Cette valeur classe Haïti dans le petit lot des pays *en marge* des technologies, après le Nicaragua, le Pakistan, le Sénégal, le Ghana, le Kenya et avant des pays comme le Népal, la Tanzanie, le Soudan et le Mozambique. Cette position défavorable en marge des technologies n'est pourtant pas inévitable, et cache certains éléments positifs dans ce domaine. Le nombre d'ordinateurs reliés à l'Internet, par exemple (1,3 par mille habitants), qui touche aussi certaines villes de province, est supérieur à la moyenne des pays en développement. De même, l'existence d'un réseau de partenariat public-privé dans le domaine (RDDH), les propositions dérivées du Sommet National d'Internet, le déblocage de la gestion du domaine ht ou l'existence en Haïti des nouvelles opportunités de formation technologique de pointe (MBDS, *Cisco academies* ou *Linux academies*) constituent autant d'occasions à saisir dans les années à venir⁶⁹.

4.- Haïti, une agriculture moribonde à l'image de son économie

⁶⁸ L'IDT est destiné à évaluer le niveau d'innovation et de diffusion des technologies d'un pays, ainsi que le degré de formation des compétences humaines. L'IDT rend aussi compte de la capacité à participer aux innovations technologiques

⁶⁹ En ce qui concerne les perceptions de la population par rapport aux NTIC, on peut signaler l'existence de l'«Enquête sur les connaissances, pratiques et attitudes autour des Nouvelles Technologies de l'Information et la Communication», en cours de réalisation par le Réseau de Développement Durable en Haïti (RDDH) avec le financement du PNUD.

Haïti consacre 48% de sa superficie et deux tiers de sa population à l'agriculture. Son économie est dite essentiellement agricole. La densité de la population étant très élevée dans le milieu rural, la pression sur la terre est parmi l'une des plus élevées au monde soit 0,28 hectare par cultivateur en moyenne. 81%⁷⁰ des familles paysannes vivent actuellement en-dessous du seuil de pauvreté, dans un milieu naturel qui se dégrade (déboisement, érosion...).

L'agriculture haïtienne, est une agriculture de montagne qui repose sur de nombreuses petites exploitations familiales, entre 600 et 700 000. Le taux de la rente de la terre est relativement bas, particulièrement dans des zones non arrosées, compte tenu du fait que les contrats de métayage se font sur fond de partage des risques avec peu ou pas de supervision de la part des propriétaires. Les paysans travaillent dans des conditions extrêmement difficiles, disposant de très peu de moyens et bénéficiant de peu d'appui technologique. En 1996 le secteur agricole ne contribuait qu'à 27% du PIB, contre 50% au début des années 80. L'absence d'investissement dans le secteur agricole haïtien est un des plus gros obstacles au développement de la production.

5.- Aspect Environnemental

Haïti a signé et ratifié nombre de traités internationaux et, parmi les plus récents, il convient de citer dans le groupe des conventions internationales de l'environnement, celle sur le droit de la mer, celle sur la biodiversité, celle sur les changements climatiques et celle sur la lutte contre la désertification.

5.1- Une dégradation continue de l'environnement naturel

Les ressources naturelles se dégradent à une vitesse impressionnante. Aujourd'hui, les forêts denses n'occupent que 1,25% de la superficie du territoire national⁷¹. En 1978, la couverture forestière dense, claire et très claire était de 9% (dont 1,35% de forêt dense). Paradoxalement, le bois représente plus de 70% de la consommation nationale d'énergie, ce qui correspond à, au moins, douze millions d'arbres. Les ressources en bois sont utilisées en particulier dans la production de l'énergie pour les petites et moyennes entreprises (boulangeries, guildives et blanchisseries) ainsi que pour la production de charbon de bois qui représente 95% de l'énergie domestique utilisée dans les villes.

Les effets combinés de la déforestation et d'une agriculture non-conservationniste accélèrent l'érosion des sols avec des pertes annuelles estimées à 20000 TM dans les années 1990. Il s'agit d'une situation alarmante dans un pays où le risque d'érosion grave et très grave est estimé à près de 24% du territoire. La déforestation entraîne aussi la perte de biodiversité au point qu'une centaine d'espèces animales et végétales sont reconnues comme étant en voie

⁷⁰ in *Land Tenure and the adoption of agricultural technology in Haïti*, Clenn, R. T. Anderson and Michael B.. Octobre 2000.

⁷¹ Informations recueillies à partir des images satellites SPOTXS de 1998 par l'Unité de Télédétection et des Systèmes d'Information Géographique (UTSIG) dans le cadre du projet « *Utilisation de l'Imagerie Satellitaire pour l'Aménagement du Territoire* ».

de disparition. Ceci constituerait une perte pour l'humanité, étant donné qu'Haïti est l'une des régions de la Caraïbe qui dispose d'une biodiversité très riche. Le cycle hydrologique est perturbé provoquant ainsi la réduction du débit des sources d'eau potable, voire leur tarissement. Ces sources d'eau ne suffisent plus à l'alimentation de certaines villes comme c'est le cas pour Port-au-Prince, qui est obligée de mettre à contribution des couches aquifères situées dans un périmètre d'urbanisation accélérée avec des risques de salinisation de la nappe phréatique. L'érosion d'origine tellurique provoque également l'envasement des barrages, des systèmes d'irrigation et aussi des zones côtières, mettant ainsi en péril les coraux et les espèces de poissons qui y vivent. Les pêcheurs exercent une pression relativement grande sur les ressources halieutiques à l'intérieur d'un plateau continental très étroit puisque sa superficie est seulement de 5 000 km carrés. Le patrimoine naturel étant en péril et sur terre et sur mer, la population qui émigre en partie vers les villes, génère des problèmes sanitaires dans les centres urbains.

5.2- Une gestion non durable de l'environnement

Malgré les efforts qui sont enregistrés dans ce domaine, les agriculteurs, les pêcheurs, les bûcherons, les charbonniers, les sans-terre et les sans-travail continuent d'exercer une pression très forte sur les ressources naturelles et sur les établissements humains. Haïti a été l'un des premiers pays d'Amérique à introduire la pratique des aires protégées avec la forêt de Saint-Raphaël, déclarée forêt réservée en 1926 (elle est aujourd'hui gravement dégradée). Par la suite, la législation y relative s'est développée en élevant nombre de sites d'intérêt au rang de zones sous protection ou de parcs nationaux. Les deux derniers parcs nationaux créés en 1968, et qui offrent un certain intérêt pour la conservation de la biodiversité, concernent le Parc La Visite au morne La Selle et le Parc Macaya au massif de La Hotte, où se retrouvent les deux pics les plus élevés du pays respectivement à 2 600 m et à 2 100 m. On considère souvent que le système national des aires protégées n'existe que sur le papier, malgré la bonne foi apparente des gestionnaires de l'environnement. Seuls ces deux derniers parcs jouissent d'un certain niveau de protection (représentant 0,3% du territoire national). Il faut également signaler qu'aucun parc marin n'a été créé en Haïti, bien que la protection des baies de la zone Nord et Nord-Est du pays en vue du développement de l'éco-tourisme soit envisagée, à l'image de l'expérience développée du côté de la République dominicaine voisine.

5.3- La détérioration de l'environnement urbain

Selon une enquête réalisée en 2001, « l'aire métropolitaine de Port-au-Prince génère au minimum 1500 tonnes de déchets ménagers quotidiens. A peine un gros tiers (37%) de ces déchets sont collectés, le reste est soit abandonné dans les ravines (31%), soit incinéré (20%) ». Il n'existe pas à proprement parler de décharge contrôlée. Toujours selon cette enquête les citoyens de l'aire métropolitaine seraient prêts à contribuer à hauteur 180 millions de gourdes par an pour aider au financement de la collecte et des décharges non nocives pour la population. Les égouts et les canaux de drainage, une fois obstrués, ne peuvent plus laisser couler les eaux usées et les eaux de ruissellement produisent des nuisances diverses pendant la saison sèche et des inondations durant la saison pluvieuse. Aucune décharge contrôlée des égouts sanitaires n'existe, à l'heure actuelle, sur le territoire national. La pollution fécale af-

fecte la majorité des sources d'eau potable qui ceignent la plupart des villes côtières coincées entre la montagne et le littoral.

De même, le manque de planification urbaine adéquate pour accueillir les nouveaux migrants encourage la prolifération de l'urbanisation anarchique. Les espaces verts ne sont que très partiellement renouvelés tandis que ceux qui existaient déjà subissent une pression énorme de la part de la population (parcs nationaux, entre autres). Les normes en matière d'urbanisme sont peu ou pas respectées alors que l'utilisation du sol urbain laisse beaucoup à désirer en ce qui concerne la distribution des activités économiques et celle des espaces résidentiels, mettant ainsi en danger le patrimoine architectural et culturel.

6.- Situation du secteur éducatif scolaire

La part du PIB consacrée à l'éducation qui était de 1,5% en 1990 est tombée à 1,1% en 2000.

% du PIB consacré à l'Éducation en Haïti (1980 – 2000).-

1980 : 1,5%

1985 : 1,2%

1990 : 1,5%

2000 : 1,1%

Les taux de scolarisation brute pour les périodes allant de 1986 à 2000⁷² sont donnés par le tableau suivant :

Taux de scolarisation combinés, 1986-87 à 2000.

	1986-87	1994-95	1996	1999-2000
Femmes		52,2		67,6
Hommes		57,1		73,3
Ensemble	62,7	54,6	51,1*	70,4

De 1980 à 1995 les taux étaient de 97,3% pour le niveau primaire, 28,6% pour le secondaire et 1,2% pour l'enseignement professionnel et supérieur. Le taux de déperdition global est de 85% environ du cycle primaire au cycle secondaire et de 96,1% du primaire aux cycles supérieurs et universitaires. Ceci explique l'élitisme du système éducatif scolaire haïtien et par induction l'importance du personnel hautement qualifié pour la structure d'ensemble du pays.

Par ailleurs, le taux d'alphabétisme des adultes est de 64%⁷³ en 2000, ce taux est en hausse par rapport aux deux dernières décennies. Le taux d'analphabétisme des adultes s'élève à 40,1 (valeur minimale) ou à 49,4 (valeur maximale).

La part du secteur privé dans l'éducation va en s'augmentant et atteint près de 92% des nouveaux inscrits en 2000 pour les trois cycles éducatifs scolaires. Elle est toutefois plus impor-

⁷² **Sources** : 1986-87 : EBCM I ; 1994-95 : EMMUS II ; 1996 : statistiques scolaires ; 1999-2000 : EBCM II.

Note * : Au dénominateur : population âgée de 6 à 24 ans selon les projections du CELADE, 2000.

⁷³ Le **taux d'alphabétisme des adultes** doit être calculé sur la population de 15 ans et plus selon les normes internationales. Beaucoup de pays continuent à le calculer pour la population de 6 ans et plus, ou comme c'est le cas en Haïti, de 10 ans et plus. (donnée de EMMUS III)

tante au niveau supérieur où les structures étatiques datent de l'occupation américaine, 1915–1934.

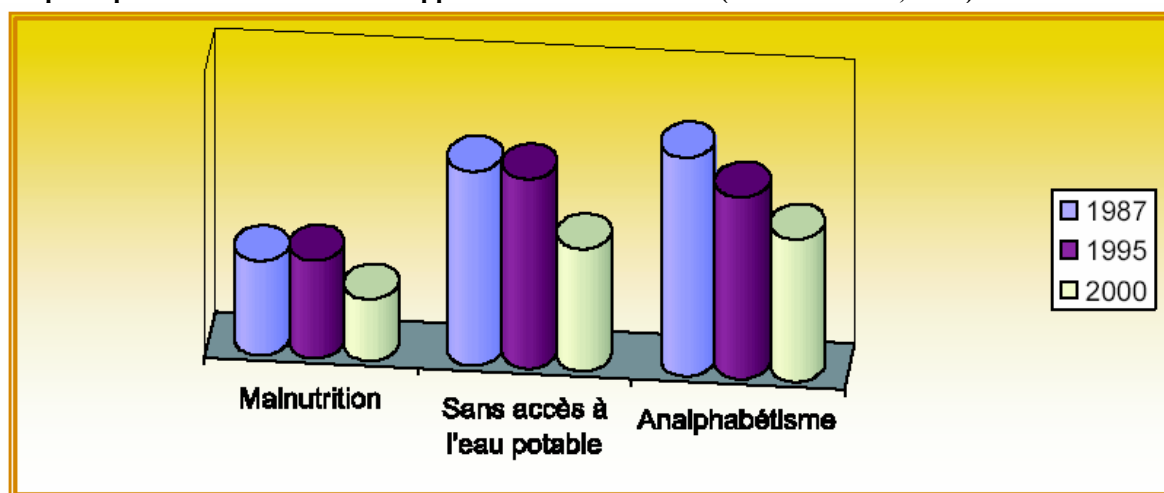
7.- Situation sur le plan des services essentiels

Proportion de ménages ayant accès aux services d'eau potable et de santé en Haïti, de 1986-87 à 2000.

	EBCM I 1986-87	EMMUS I 1987	EMMUS II 1994-95	EBCM II 1999-2000	EMMUS III 2000
Eau potable	28,6	45,3	46,2	43,8	65,5
Électricité	21,9	29,6	31,3	32,5	33,7
Assainissement	45,8	47,9	48,3	44,5	44,1
Services de santé		24,4	60,4		84,7

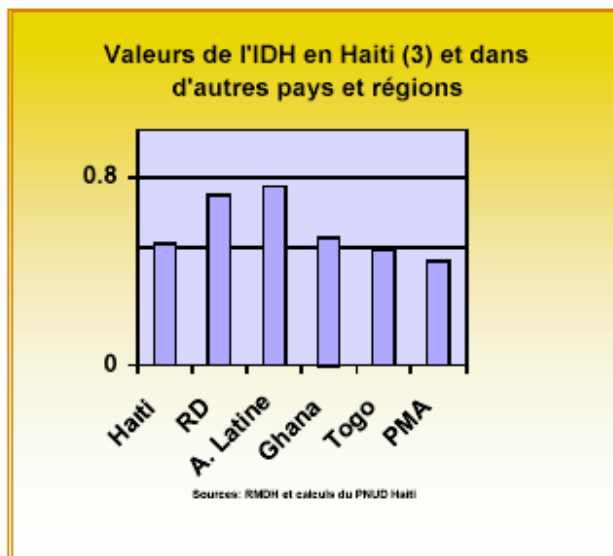
La baisse des services en assainissement est symptomatique de la dégradation environnementale que connaît Haïti depuis une trentaine d'année. Cette situation a des impacts non seulement sur la qualité de vie des populations rurales mais également sur celle des populations urbaines grandissantes. Aucun des services essentiels n'est accessible à 100% à la population. Les populations rurales et celles des Bidonvilles sont les moins favorisées⁷⁴. En fait, les structures urbaines changent avec la mobilité de la population. Là où les services d'assainissement étaient un besoin bi-hebdomadaire, c'est devenu aujourd'hui un impératif journalier pour maintenir un environnement décent à la population.

Les principales dimensions du développement durable en Haïti (source : PNUD, 2001)



⁷⁴ À noter que ces deux composantes de la population haïtienne ont les mêmes caractéristiques fondamentales : elles sont moins éduquées, sans revenus formels, vivent de l'économie informelle. Mais leurs taux de croissance sont inversement proportionnels ce qui explique l'existence de réseaux de migrants des régions rurales vers des régions suburbaines. La pauvreté change de qualificatif, mais ne change pas de visage.

8.- L'Indicateur de Développement Humain⁷⁵ (IDH) pour Haïti



L'IDH pour Haïti en 1999 serait de 0,544, si on prend l'estimation d'espérance de vie plus élevée (CELADE) et l'indice d'alphabétisme officiel. Il serait de 0,515 si on prend la valeur minimale de l'espérance de vie et de l'indice d'alphabétisme.

Ces résultats sont à comparer avec la valeur de l'IDH dans le rapport mondial 2001: 0,467. Autrement dit, de telles valeurs amèneraient Haïti au niveau du Ghana, ou du Kenya (respectivement à la 119^e et à la 123^e place au classement du PNUD). C'est-à-dire au niveau des pays qui se trouvent en bas du classement des pays à développement humain moyen ou juste à la frontière avec les pays à faible développement humain. L'IDH d'Haïti serait supérieur à celui des PMA (0,442), similaire à celui des pays à revenu faible (0,549) mais, en tout cas, beaucoup plus bas que le niveau régional (0,760). Cependant, ce type de comparaison à un caractère illustratif et non scientifique étant donné que dans les pays comparables, de tels écarts entre données nationales et internationales peuvent également être observés.

⁷⁵ Le Développement Humain s'appréhende par l'Indicateur de Développement Humain (IDH), mesure composite qui permet d'observer globalement les rapports entre la croissance économique et le développement social dans un pays donné. La publication de l'IDH est l'objet d'une grande attention médiatique (Rapport sur le Développement Humain, PNUD, 2001).

10. Annexe 2 : Tableaux contenant des informations chiffrées utilisées dans le cadre de l'AAC

1- Indicateurs d'éducation et de population

INDICATEURS	SOURCES	PUBLIE PAR	VALEUR
Taux d'alphabétisme (population de 10 ans et plus)	EBCM	IHSI	64 %
Pourcentage de population de 10 ans et plus ayant le niveau primaire	EBCM	IHSI	60
Pourcentage de population de 10 ans et plus ayant le niveau secondaire	EBCM	IHSI	32
Pourcentage de population de 10 ans et plus ayant le niveau universitaire	EBCM	IHSI	2
Taux brut de scolarisation à l'enseignement secondaire par sexe.	EMMUS III	IHE	39.3 (F) 40.3 (H)
Taux net de scolarisation à l'enseignement secondaire par sexe.	EMMUS III	IHE	26.0(F) 23.4 (H)

Enquête Budget Consommation des Ménages (EBCM 1999-2000)

2- Indicateurs de santé de la reproduction

INDICATEURS	SOURCES	PUBLIE PAR	VALEUR
Taille totale de la population. (2001)	IHSI	IHSI	8.131513
Taux de croissance annuel de la population (%).	IHSI	IHSI	2.08
Taux de dépendance par âge. • Taux total de dépendance. • Taux de dépendance infantile • Taux de dépendance des adultes majeurs.	IHSI	IHSI	76.34 68.48 7.86
Pourcentage de population par âges. • Moins de 15 ans. • 65 ans et plus.	EMMUS II EMMUS III	EMMUS II EMMUS III	40 4 41.7 5.5
Âge médian de la population	IHSI	IHSI	20
Taux brut de natalité (pour mille).	IHSI	IHSI	32.73
Indice synthétique de fécondité (ISF) (enfants par femme) • Pays entier • Aire Métropolitaine • Rural • Pas d instruction • Secondaire et plus	EMMUS II EMMUS III EMMUS III EMMUS III EMMUS III EMMUS III	IHE IHE IHE IHE IHE IHE	4.8. 4.7 3.2 5.8 6.4 2.5
Taux de fécondité des ado-	EMMUS III	IHE	80/1000

lescents (moins de 20 ans)			
Age médian à la première naissance	EMUS III	IHE	21,9
Taux de prévalence d'usage de contraceptifs (par méthode) • Moderne • Traditionnelle	EMMUS III	IHE	22.3% 5.8 %
Nombre d'enfants moyens souhaités.	EMMUS II	IHE	3.3 enfants par femme
Pourcentage d'avortements (Femme 15-49 ans)	EMMUS III	IHE	7
VIH/SIDA • Ayant entendu parler de VIH/SIDA • Connaissant le VIH/SIDA et au moins un moyen de l'éviter • Connaissant le VIH/SIDA et déclarant qu'on ne peut rien faire pour éviter de le contracter Femme 15-49 ans Homme 15-59 ans	EMMUS III	IHE	• 97.3 (F) • 97.8 (H) • 63.6 (F) • 80.8 (H) • 36.2 (F) • 19.1 (H)
Taux brut de mortalité (pour mille).	IHSI	IHSI	9.63
Taux de mortalité infantile (pour mille)	EMMUS III	IHE	80.3
Taux de mortalité des enfants de moins de 5 ans (pour mille)	EMMUS III	IHE	118.6
Taux de mortalité maternelle (pour 100.000) naissance vivantes	EMMUS III	IHE	534
Espérance de vie à la naissance	IHSI	IHSI	60,32 ans

Taux de migration annuel net.	IHSI	-3.2
Taille moyenne des ménages	EMMUS III	IHE	4.7

3- Indicateurs d'économie

INDICATEURS	SOURCES	PUBLIE PAR	VALEUR
PIB per capita (en gdes à prix courant) 98-99.	IHSI	IHSI	8555.3
	EMMUS III	IHE	9721
Pourcentage de population qui reçoit moins de 1 \$ par jour.	Policy project 1993	Sécrétairerie d'Etat à la Population	65 en milieu urbain, 80 en milieu rural
Taux de chômage par sexe.	EMMUS II	IHE	62.3 (F)
			13.9(H).
Taux de participation de la main d'œuvre par sexe.	Rapport Charmes	IHSI-PNUD	50.47 % (H)
			42,29 % (F)
Pourcentage de travailleurs en secteur non agricole, par sexe.	EMMUS II EMMUS III	IHE	80.9(F)
		IHE	33.6(H)
		IHE	89.5 (F)

4- Indicateurs d'environnement

INDICATEURS	SOURCES	PUBLIE PAR	VALEUR
Pourcentage de population dans les districts ruraux.	EMMUS II	IHE	64
Taux de croissance des districts urbains.	IHSI	IHSI	3.93
Densité de population (Hab/km2) • Plaines irriguées • Plaines humides • Plaines arides • Montagnes humides • Montagnes sèches • Arrondissement Port-au-Prince • Commune Port-au-Prince.	Haïti Econet	PNUD	650 330-400 77-200 200 40-100 1900 27000
Énergie utilisée pour la cuisson • Charbon de bois / bois • Gaz propane • Électricité/ Autre	EBCM	IHSI	96 % 3 % 1 %

5- Indicateurs de développement social

INDICATEURS	SOURCES	PUBLIE PAR	VALEUR
Nombre de personnes par chambre.	EMMUS II	IHE	3
Pourcentage de population avec accès à l'eau potable situé à moins de 15 minutes du domicile.	EMMUS II EMMUS III	IHE IHE	31 43.6
WOR			
Temps médian (en minutes) pour s'approvisionner en eau	EMMUS III	IHE	15.1
Pourcentage de population ayant l'énergie électrique.	EMMUS II EMMUS III	IHE IHE	31.3 33.7
Pourcentage de population ayant des égouts.	EMMUS III	IHE	44.1
Consommation journalière de calories per capita.	Haïti Econet, Gestion de l'environnement	PNUD	1624.0
Pourcentage de foyers ayant une femme pour chef.	EMMUS II EMMUS III	IHE IHE	38.6 42.7
Pourcentage de femmes parlementaires.	2.8% de la dernière législature
Pourcentage du budget destiné à la santé et à l'éducation.	*Santé: 8% *Éducation: 7%

* Pourcentage du budget de 1997

Tableau 1: Variables de l'IDH selon diverses sources

Variable	Source	1986-87	1987	1988	1989	1990	1991	1992	1993	1994	1994-95	1996	1997	1998	1999	1999-2000	2001
Espérance de vie à la naissance	rapport mondial							56,6	56,8	54,4	54,6		53,7	54,0	52,4		
	CELADE	53,3	53,6	54,0	54,3	54,7	55,0	55,4	55,8	56,1	56,5	56,8	57,2	57,6	58,0	58,4	58,8
	UN Pop Division	52,1	52,3	52,6	52,8	52,9	53,1	53,3	53,5	54,7	54,9	55,3	55,7	56,1	56,5	57,0	57,4
	IHSI	52,8	53,2	53,5	53,9	54,2	54,6	54,9	55,3	55,6	56,0	56,3	56,7	57,0	57,4	57,7	58,1
Taux d'alphabétisme des adultes	rapport mondial							42,6	43,4	44,1	45,0		45,8	47,8	48,8		
	IHSI					40,9					48,8					59,9	
	IHE															50,6 (64,0)	
Taux brut de scolarisation combiné	rapport mondial							30	30	29	29		24	24	52		
	Source nationale	62,7									54,6		51,1			70,4	
PIB par tête	rapport mondial \$ PPA							1046	1050	896	917		1270	1383	1464		
PIB (millions de Gd)	IHSI Banque Mondiale	10236	10068	11327	13066	14190	15020	19894	30936	35265 38.187	42.744 47.537	51.578 55.969	59.055 65.031	68.550 71.979	79.464		

Sources : 1986-87 : EBCM 1; 1994-95 : EMMUS 2 ; 1999-2000 : EBCM 2 ; 2000 : EMMUS 3. Pour l'espérance de vie, les deux valeurs pour la division de la population des Nations Unies correspondent aux perspectives 1998 et aux perspectives 2000.

Tableau 2: Espérance de vie à la naissance en Haïti, par période quinquennale 1980-2005, d'après les perspectives de population des Nations Unies (en années)

Espérance de vie à la naissance	1980-85	1985-90	1990-95	1995-2000	2000-2005
Femmes	52,8	54,2	55,5	56,2	57,5
Hommes	49,9	51,0	51,5	51,4	52,2
Ensemble des 2 sexes	51,3	52,6	53,5	53,7	54,8

Source : Tableau A 26 pp.572-573, UN Population Division (1999), World Population Prospects, The 1998 Revision, Volume 1 : Comprehensive tables.

